Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 2 DECEMBRE
N° 319 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942

* *

GRENOBLE

Grève des loyers depuis deux ans à la Villeneuve

Voir p. 9

CONSEIL DES MINISTRES À LILLE

GISCARD POURSUIT LA "DECRISPATION" AVEC LE PS

Successivement, Mauroy, maire de Lille, président du conseil régional, second de Mitterrand au parti socialiste, a donc rencontré Giscard d'Estaing et son premier ministre.

Le premier mardi soir, au cours d'un dîner donné à la préfecture de la ville, le second, mercredi matin, avec l'ensemble des membres du bureau du conseil régional. Si donc le PCF était absent de la première rencontre, à laquelle il avait refusé de participer, ses représentants à la région se sont retrouvés aux côtés de Mauroy pour discuter avec Barre.

L'objectif poursuivi à cette occasion par Giscard, il l'a lui-même rappelé dans une interview donnée juste avant son départ du Nord : *«Il n'y avait pas eu de rencontre entre les responsables de la vie gouvernementale et nationale et les membres de l'opposition. Le fait que l'ensemble des membres du gouvernement et de nombreux parlementaires socialistes se soient rencontrés, était un événement important».*

Et de rappeler son objectif de *«décrispation de la vie politique française, inutilement dramatique».*

De son côté, Mauroy, également interviewé, a souligné *«la nécessité du dialogue institutionnel entre le président et les régions».* Il a révélé que Barre lui avait promis de le rencontrer *«chaque fois qu'il y aura des problèmes».* Enfin, il a refusé de répondre quand le reporter lui a demandé si le «dialogue» était ou non plus facile avec Barre qu'avec son prédécesseur Chirac, laissant aux *«analystes politiques»* le *«soin de conclure».*

Suite p. 3

Parisien Libéré

La Cour d'Appel de Paris prononce l'expulsion des grévistes...

VERS UNE RIPOSTE DANS LE LIVRE

Les travailleurs du «Parisien Lbéré» en lutte depuis près de deux ans, pour le maintien de leur emploi, viennent d'apprendre, par voie de presse, que la première Chambre de la Cour de Paris, jugeant en appel, vient d'ordonner leur évacuation des locaux qu'ils occupent rue d'Enghien et rue des Petites Ecuries ! De plus, la Cour d'Appel, croyant ainsi intimider les travailleurs du «Parisien Libéré» a ajouté à sa décision une astreinte de 5 000 F, par jour, de retard dans l'éxécution de la décision par les travailleurs ! Les travailleurs du Livre, forts du soutien de milliers de travailleurs, face au pouvoir qui espère en finir de la sorte avec leurs luttes, s'apprêtent à riposter comme il se doit ! Ils disent non !

Voir p. 5

SACILOR (Rombas)

Un an après l'explosion au haut-fourneau n°5, qui fit 3 morts et 11 blessés

Demain, hommage de lutte aux victimes du capital

voir p. 4

IMRO Mardi soir à la Mutualité

Succès du gala de soutien

Voir p. 2

Meeting-débat des travailleurs de l'IMRO avec la participation d'autres entreprises en lutte

2 décembre
Mairie du 6e
58 rue de Sèze
LYON 6e

Atlantique-Manche

TEMPÊTE A RÉPÉTITION

Une série de dépressions venant du Groënland se succèdent sur la pointe Ouest de l'Europe. La météo prévoyait pour hier soir et ce matin des menaces de tempêtes force 10. Les violents vents ont provoqués au moins deux accidents mortels.

En page 12, la suite de notre enquête :

Les postiers

Les structures syndicales et la coordination des postiers

Commentaire de l'Algérie Presse Service sur le Marché Commun

GISCARD TOMBE LE MASQUE

A la suite du sommet européen de La Haye, Algérie Presse Service, l'agence de presse officielle de l'Algérie, a publié un commentaire. La proposition de plafonnement en valeur des importations de pétrole de la CEE, formulée par Giscard, l'agressivité ouverte de Giscard contre l'OPEP et à travers elle contre tout le Tiers-Monde, amènent l'agence algérienne à réévaluer toute la politique giscardienne à l'égard du Tiers-Monde, la prétendue «neutralité», la prétendue amitié de Giscard à l'égard du Tiers-Monde n'a été, affirme A.P.S., que duplicité.

Suite p. 7

- **Quand Chirac cherche à se démarquer p. 3**
- **Aubert et Duval (Neuilly) : Le CE vote le licenciement de la déléguée syndicale. Notre objectif : sa réintégration ! p. 4**
- **Un contrôleur matraqué à Paris : que cache l'escalade Nicoud-Durafour ? p. 6**

LUTTES OUVRIÈRES

Mardi soir à la Mutualité

succés du gala de soutien

C'est une salle comble (1500 personnes environ) qui a applaudi mardi soir à la Mutualité les travailleurs d'IMRO, ouvrant leur gala de soutien.

Dès 18 heures le débat s'instaurait entre les travailleurs de l'Imprimerie Rouennaise et les premiers participants. Au forum sur la répression des luttes et celui sur la démocratie syndicale, après que les travailleurs d'IMRO aient rappelé ce qui marque leur quatorzième mois de lutte, les syndicalistes présents intervenaient pour faire part de leur propre expérience. Les quatorze mois de lutte d'IMRO pendant lesquels il a fallu combattre l'isolement au plan régional, créer un large courant de soutien, affronter la police procèdant à l'évacuation de l'imprimerie puis la répression du syndicat du Livre qui voyait dans cette lutte un mauvais exemple, ces quatorze mois de combat faisaient dire à un travailleur présent : *«Que ce soit dans le Livre ou dans les autres entreprises, le pouvoir et les patrons ont bien la même politique et en ce qui concerne les confédérations, les exclusions dont sont victimes ceux d'IMRO sont une preuve de la peur de la direction syndicale de voir les luttes leur échapper ; la conclusion qui s'impose c'est l'union, si l'on veut gagner»*. Témoignant de la solidarité des entreprises en lutte, une délégation de la SCPC et de Copono-Book était au rendez-vous et intervenait dans le cours même du meeting qui débutait vers vingt heures.

Montrant comment l'idée de se coordonner progressait dans la région, les travailleurs de la SCPC apportaient à ceux d'IMRO le soutien de cinq usines occupées en Auvergne. Ensuite, les travailleurs d'IMRO rappelaient pourquoi ils avaient été exclus de la CGT il y deux mois : *«C'est parce que nous refusions l'attentisme, que nous n'acceptions pas la logique des reclassements que la CGT du Livre a voulu nous isoler, faire une mise en garde à tous les secteurs combatifs de la fédération»*. Aux applaudissements s'ajoutaient alors les messages de soutien de sections syndicales comme celle de Bourgeois Besançon et celle d'une délégation des travailleurs des Caisses d'Épargne. Le délégué CFDT des Caisses devait intervenir pour affirmer que pour eux : *«La lutte continue et qu'ils luttent pour tous les travailleurs»*.

Comme devait le dire l'ancien secrétaire de la 22e section du Livre de Rouen : *«La solidarité qui s'est exprimée ce soir montre que les idées que notre lutte a défendues sont de plus en plus largement répandues ; c'est une réponse cinglante à la direction du syndicat du Livre qui a prétendu nous isoler ; il va falloir maintenant largement faire connaître ce succès»*. En effet démentant les calomnies, la politique d'isolement de la direction du syndicat du Livre, le soutien apporté aux travailleurs d'IMRO permet aujourd'hui de relancer celui que les syndiqués du Livre de Rouen ont déjà manifesté après les exclusions de la CGT. Comme le disent les travailleurs de la SCPC dans l'intervention au meeting : *«Aujourd'hui, les moments essentiels de la lutte se situent bien sûr dans des meetings comme celui-ci mais surtout dans le rapport de force que l'on peut développer dans nos régions, dans la coordination locale des autres boîtes. Le meeting de mardi est un atout que ce sont donnés les travailleurs d'IMRO dans la bataille qu'il s'agit aujourd'hui d'engager à l'échelle des entreprises rouennaises»*.

Intervention des travailleurs de l'IMRO (extraits)

(...) Le 29 novembre 1975 quand nous commencions à occuper les locaux, après la décision du Tribunal de commerce de Rouen de liquider l'entreprise, nous savions que la lutte pour exiger le droit au travail serait longue et semée d'embûches.

Dès le début de la lutte le syndicat du livre CGT de Rouen avait décidé à l'unanimité de ses membres et avec les travailleurs de l'IMRO d'ouvrir les portes de l'entreprise à tous ceux qui soutenaient le combat pour l'emploi. Il ne fallait pas se limiter aux partenaires privilégiés, mais il fallait dépasser cette frontière.

L'exécutif syndical de ville (le comité syndical de Rouen) est très mal placé dans une lutte. Les travailleurs en occupation ou en grève n'ont pas de structures officielles à leur service. Ils s'en donnent eux-mêmes et se fixent l'orientation.

Dans les revendications traditionnelles, une vie normale, tout va à peu près bien avec cette structure. Mais quand une entreprise est en lutte ou en revendication très dure, cela pose de sérieux problèmes.

Le plus grave que les travailleurs de l'IMRO ont ressenti, c'est l'isolement, de la part de l'ensemble des travailleurs de la profession.

Dans ce contexte, dans cette entreprise en occupation, nous travailleurs du livre, syndiqués à la CGT du Livre, ayant pour la plupart des responsabilités, nous nous sommes battus en syndiqués en ayant pour priorité la défense de notre emploi, le renforcement dans la lutte du syndicat, la plus large démocratie syndicale et ouvrière.

Au cour des derniers mois la montée des luttes ouvrières en France a atteint de nouveaux sommets et les coordinations semblent de plus en plus répondrent à une aspiration. (...).

De nombreuses branches professionnelles sont en lutte. La limite qu'opposent les syndicats dans une riposte de masse, les illusions de l'après 78 paralysent la volonté de lutte des travailleurs laissant ainsi les mains libres au gouvernement pour faire passer ses plans contre la classe ouvrière.

Mais pour la masse des travailleurs en lutte sur les salaires et les conditions de vie, pour la masse des travailleurs occupant leur usine jour et nuit, luttant pour les emplois, l'idée d'unir les luttes commence à se faire sentir pour frapper ensemble. Les longs conflits d'occupations se traduisent pour les trois quarts d'entre-eux par une condamnation.

Ce que nous avons vécu à l'IMRO dans l'occupation et après l'occupation fut l'émanation de la démocratie la plus large.

A aucun moment nous n'avons fait de l'anti-syndicalisme primaire, car nous sommes conscients que devant un patronat fort et organisé les travailleurs doivent eux aussi se rassembler s'unir pour frapper plus fort. (...)

Un camarade de l'IMRO vient de vous expliquer comment on a lutté et comment on s'était organisé dans l'entreprise.

Partout, après le 7 octobre, la volonté de regroupement c'est fait sentir et s'est manifesté. Des initiatives de coordination étaient prises.

Coordonner pour confronter nos luttes, nos idées et en sortir la meilleure analyse pour repartir plus forts au combat. Coordonner, c'est s'unir pour vaincre le capitalisme.

Les travailleurs de l'IMRO ont lutté avec tous ces aspects. Ils ont lutté contre les licenciements, contre les concentrations, contre le plan Lecat.

Notre combat a été aussi le combat de toutes les entreprises qui luttent contre la dégradation de l'emploi et l'exploitation des travailleurs.

Nous espérons avoir touché du doigt tout ce qui peut manquer à une lutte. Une lutte qui pour nous restera une expérience enrichissante, passionnante.

Mais la classe ouvrière pour vaincre, doit pouvoir avancer vers l'étape qui verra son unité se réaliser.

La seule voie pour vaincre le capitalisme, la seule voie est celle des travailleurs.

INTERVIEW DES TRAVAILLEURS DE COPONO-BOOK ET S.C.P.C.

LE RAPPORT DE FORCE LOCAL ET RÉGIONAL EST FONDAMENTAL

—Quotidien du Peuple : Que pensez-vous de l'initiative de ce soir ?

—R. : Pour nous, ce meeting est positif. Il s'inscrit dans le cadre de la popularisation des luttes et cette popularisation est essentielle. Pour l'instant, on peut dire que les coordinations sont l'occasion de se regrouper et de réfléchir ensemble mais les moments essentiels de la lutte se trouvent aujourd'hui dans des initiatives comme celle de ce soir et surtout dans les boîtes, dans les initiatives au plan local. Les coordinations permettent de se retrouver mais tout en multipliant les contacts au plan national avec Lip, Idéal-Standard, tout en participant à des meetings comme celui-ci, nous multiplions notre propre action régionale.

—QdP : Dans les contacts que vous prenez largement, que voyez-vous de nouveau ?

—Ce qui nous semble nouveau, c'est la progression au sein des sections syndicales de la volonté de prise en charge des luttes, et de les coordonner. Aussi bien d'ailleurs dans la CGT que dans la CFDT. C'est sensible depuis la coordination qui s'est déroulée chez nous à Clermont.

—QdP : La prise en charge de la lutte, dont vous parlez, s'accompagne, comme on l'a vu pour IMRO par une répression des confédérations. Comment selon vous surmonter ces difficultés ?

—Pour nous, il y a la popularisation comme dans des meetings de ce soir, mais c'est surtout par les luttes dans les boîtes, dans nos régions, par le rapport de force sur place que l'on peut riposter aux pressions et gagner. Il est bien évident que si l'on n'est pas capable au plan local de structurer la lutte, ce ne sont pas quelques rencontres au plan national qui feront avancer les choses. La bagarre commence au plan de la région. Pour nous, le fait que nous soyons déjà deux boîtes ensemble : SCPC et Copono-Book est très important. Je ne sais pas si elles existeraient encore, si nous n'étions pas ensemble.

—QdP : Quelles sont les initiatives que vous pensez prendre maintenant ?

—La manifestation commune contre Métais que les boîtes en luttes de Clermont ont faite dernièrement avec nous, a été très positive. C'est vers ce type d'initiatives que nous voulons continuer. La manifestation à l'ANPE permettait de mobiliser des chômeurs que nous ne touchions pas auparavant, de resserrer nos liens avec la population. Mais en attendant de nouvelles actions comme cela, nous avons réalisé le jeu de la solidarité pour Noël et bien d'autres choses doivent être réalisées : des cartes de vœux, des calendriers des boîtes en luttes, etc... cela doit nous permettre de tenir au niveau financier et c'est très important pour continuer à se battre.

POLITIQUE

Après la «Démocratie française» de Giscard

«Le manifeste chiraquien».

QUAND CHIRAC CHERCHE A SE DEMARQUER

«La France hésite» : ces mots, sur lesquels s'ouvre le manifeste chiraquien, sont ceux-là mêmes qu'on retrouve soulignés au début du petit livre de Giscard : «démocratie française».

Et effectivement, certains traits communs peuvent être relevés dans la démagogie giscardienne et dans celle de l'UDR qui cherche à se rénover. En particulier, tout un chapitre se retrouve dans les deux textes, concernant la lutte contre des «inégalités», qui sont décrites sensiblement de la même manière. Il s'agirait prétendûment, pour Chirac comme pour d'Estaing, de s'en prendre aux «privilèges de l'argent», ainsi qu'à la «bureaucratie», d'assurer une meilleure «égalité des chances» par l'enseignement. Le creux de cette prétention, chez l'un comme chez l'autre, est rapidement révélé par le soutien accordé à «la liberté d'entreprise». Et chacun, jeunes et femmes, commerçants et ingénieurs, ouvriers et patrons, est supposé trouver son compte dans la soupe que nous servent les deux concurrents. Naturellement, pour l'un comme pour l'autre, il est fortement question «d'ordre», de «sécurité».

Dieu s'appelle Chirac. Guéna y croit.

Cependant, des nuances apparaissent entre les deux textes. En particulier, Giscard ne cesse d'insister sur «le caractère inutilement dramatique du débat politique», il entend «décrisper» la vie politique française, assurer «l'alternance». Tout cela, dès le début du «manifeste» chiraquien est ainsi traité : «toutes les certitudes semblent aujourd'hui s'estomper, tandis que croît la tentation du renoncement et de la facilité».

Constatation qui rejoint apparemment celle de Giscard, parlant du *«pays ébranlé jusque dans ses tréfonds»*. Mais, là où Giscard prétendait voir quelque chose de positif dans les nouvelles remises en cause de «l'ordre patriarcal», l'UDR, elle, veut *«garantir la santé tant matérielle que spirituelle de la famille»*. Le thème du «changement» cher à Giscard se trouve absent des préocupations affichées par Chirac. De «modernisme», de «libéralisme», il n'est pas non plus question dans le texte que vient de publier le futur rassemblement, alors que Giscard ne cesse de les agiter.

Ainsi, si la démagogie des uns et des autres tente de s'exercer en direction de diverses couches de la société, et particulièrement de ces couches moyennes diverses si sollicitées électoralement, Chirac, plus que Giscard, mise sur leur immobilisme. On notera enfin, concernant la situation intérieure, la disparition du mot «collectivisme», présent dans la première version du «manifeste» chiraquien (en date du début novembre), et qui sert d'épouvantail à Giscard tout au long de son échec de librairie.

En politique internationale, un changement s'est aussi produit entre les deux versions successives du texte de Chirac : la «confédération européenne», présente dans le premier projet, a disparu du texte définitif, qui insiste plus sur «la souveraineté des nations qui composent l'Europe» : à l'heure où une bataille est en préparation sur la question de l'élection du parlement européen au suffrage universel, l'UDR a manifestement voulu éviter de reprendre une formule utilisée dans «démocratie française». L'«indépendance» mise dans toute la première partie du manifeste, est évidemment une réponse à la phrase giscardienne : *«Pour s'affirmer, l'indépendance de la France n'a nul besoin d'être hargneuse»*.

Les différentes contradictions ainsi soulignées entre les projets giscardiens et la manière dont l'UDR cherche à se définir trouvent leur conclusion dans une autre modification survenue entre les deux versions du manifeste : à propos des institutions de la cinquième république, toute référence a disparu au rôle du président de la république, pourtant si fort souligné des années durant par les gaullistes. C'est là signifier clairement que, désormais, l'UDR n'entend plus se laisser lier les mains vis-à-vis de Giscard. Mais, cela toute la réalité du développement des contradictions parlementaires dans la dernière période en faisait déjà foi.

MAIRIE DE PARIS :

LISTE U.D.R. CONTRE D'ORNANO

C'est désormais officiel : de la Malène, Christian, président du groupe des élus UDR de Paris, sera candidat au poste de maire de la capitale. D'Ornano l'était déjà, avec l'appui du président de la République : ce républicain indépendant était supposé représenter toute la «majorité présidentielle». On va donc vers la présence de deux listes concurrentes de la «majorité» aux élections du mois de mars ; situation qui rendra plus difficile leur victoire, à l'une et à l'autre.

Cette candidature de la Malène est plus qu'une anecdote : la signification nationale de la direction de la capitale lui donne un poids politique certain. Il se vérifie ainsi que l'UDR «rénovée» par Chirac est déterminée à affronter sur un certain nombre de questions politiques clés, Giscard et ses partisans.

MARCHAIS RÉVOLUTIONNAIRE ?

Dans une conférence de presse concernant les adhésions au parti révisionniste, Marchais est revenu sur les déboires rencontrés par son parti aux dernières élections partielles. *«La signature du programme commun a conduit un certain nombre de démocrates, un certain nombre d'électeurs, à identifier un peu le PCF au parti socialiste, ce qui est une grave erreur»*. Et d'évoquer l'éventualité que *«la droite - pourquoi pas - ramène le parti socialiste dans la voie de la collaboration de classe»*

Traduisons : à l'heure où l'éventualité d'une victoire de l'union de la gauche se présente pour 1978, les contradictions des partis de droite ne sont pas les seules à s'aggraver. Derrière la façade «unitaire» montrée lors des élections, la contradiction entre le projet capitaliste d'État de Marchais et le réformisme prudent du PS se traduit par une bataille qui, pour être sourde, n'en est pas moins âpre. L'éditorial de «L'Humanité» d'hier, faisant indirectement allusion aux déclarations des dirigeants socialistes favorables au plan Barre, affirmait : *«Nous étions le seul parti à ne pas céder au mirage du meilleur économiste de France»*.

Dans la même conférence de presse, Marchais, attribuant au programme commun une précision qui n'est pas la sienne, déclarait qu'en conformité avec lui *«le PCF ne cautionnera jamais quelque abandon que ce soit de notre indépendance et de notre souveraineté»* : il s'agissait de l'élection du Parlement Européen au suffrage universel, en faveur duquel le PS a pris ouvertement position, et auquel le PCF reste opposé.

Enfin, tirant à sa manière la leçon de la désaffection de la classe ouvrière, Marchais a cru nécessaire de prétendre que son parti est *«le parti révolutionnaire, le parti des travailleurs, de la classe ouvrière»*. Il n'a pas annoncé de changement de position après le rejet, voici un an, de la dictature du prolétariat !

Giscard poursuit la «décrispation» avec le PS

Suite de la une

Visiblement, l'accord préalable s'était fait entre les deux hommes pour donner à leur rencontre une apparence de «vie démocratique normale, dans le cadre des institutions». Pour Mauroy, il s'agissait d'éviter de donner au PCF une occasion de critiquer le PS sur sa collusion avec le pouvoir, de donner l'impression qu'au-delà de cette rencontre, l'union de la gauche tenait bon. Pour Giscard, satisfait de pouvoir faire un pas pratique dans le détachement du PS et du PCF, il ne fallait pas le proclamer trop haut, de crainte de compromettre le processus.

Chacun à leur façon, Ségard, candidat de la «majorité» au poste de la mairie de Lille, et le parti révisionniste auront pourtant confirmé cette réalité : le premier n'a pas manqué l'occasion d'affirmer que ce n'était pas le parti socialiste qu'il combattait, mais son union avec le PCF. Quant au second, tout en faisant complètement silence dans l'Humanité sur la rencontre de mardi soir, il commençait, par la bouche de son secrétaire général, à évoquer à nouveau la possibilité que le PS *«retombe dans la collaboration de classe»* ; entendez : rompe un jour son alliance avec les révisionnistes.

De plus, Mauroy a précisé que, lors de sa conversation avec Giscard, ce n'était pas seulement les problèmes de la région qui avaient été abordés, mais aussi ceux de l'Europe. Sur cette question, on connait les convergences des positions entre le parti socialiste et Giscard, à propos de l'élection du parlement européen au suffrage universel, à laquelle ils sont l'un et l'autre favorables. L'UDR s'y proclamant jusqu'ici opposée, cela constitue un moyen de pression en vue d'amener celle-ci à un compromis sur cette question.

Par ailleurs, Giscard a pris le soin de rappeler que «le président de la république a une fonction essentielle», qu'il est *«la clé, le garant des institutions de la cinquième république»*. Après la publication du manifeste de l'UDR chiraquisée, qui justement passait sous silence ce vieil article de foi gaulliste, il s'agissait évidemment d'une pression visant à rétablir l'unité de la «majorité présidentielle».

Jean LERMET

Vieilles rengaines

La famille, les personnes âgées, la jeunesse, la sécurité des Français, le développement des responsabilités locales : le programme de *«transformation de la société»* que Giscard a annoncé hier au cours de l'émission «treize-quatorze» est écœurant de banalité. Dans quelques mois, on en fera le bilan ; la situation des familles populaires aura été aggravée par le plan Barre, le sort des vieux travailleurs qui ne peuvent plus rapporter de profit au patronat sera toujours aussi lamentable, les jeunes seront toujours l'objet des mêmes chasses organisées par la police, comme l'autre soir à Paris à la Chapelle. Pour ce qui est de la «sécurité», conçue comme l'intervention de la police contre les travailleurs en lutte, nous pouvons être tranquilles que cette partie du programme sera remplie.

Mais qui croit encore au «changement» de Giscard ?

• La «quatrième composante» de l'union de la gauche souhaitée par Marchais est en train de se mettre en place : Charbonnel, après avoir annoncé la création de la «fédération des républicains de progrès», vient de faire savoir que, pour les élections municipales, celle-ci pourrait constituer des listes communes avec les partis signataires du programme commun. Cette annonce inquiète les radicaux de gauche, qui craignent de se retrouver encore un peu plus dévalorisés, comme en témoigne une déclaration de leur secrétaire national, Loncle.

• ATLANTISME : *Gaston Thorn, président du conseil luxembourgeois, a déclaré que dans l'avenir* «l'Union Européenne aura son mot à dire en matière de défense et de sécurité». *Constitution d'une Europe atlantique, dépendante militairement des Etats-Unis, mise sur pied d'une Europe des polices, pour faire face au développement de la lutte des classes dans les différentes pays qui la composent : tel est le programme, qui rappelle à s'y méprendre le «rapport Tindemanns» publié voici un an.*

LUTTES OUVRIÈRES

SECTIONS SYNDICALES CFDT DES USINES CHAUSSON
(Région Parisienne)

LUTTONS CONTRE LE BLOCAGE DES SALAIRES ET LA RÉPRESSION !

«Les patrons, le gouvernement nous déclarent la guerre»

Aujourd'hui, Ceyrac menace les travailleurs pour tenter de briser leur combativité. «Les salariés sont en surnombre...»

Et le ministre du chômage Beullac, reprend le même refrain.

En octobre 1976, il mobilise ses troupes dans une lettre envoyée à tous les patrons de la métallurgie y compris Chausson, *«l'ordre de grandeur des salaires pour 1976 ne devra pas dépasser dans le meilleur des cas 10 %... Pour l'année 1977 le gouvernement a adopté des normes de salaires comparables au CNPF... La progression des salaires ne doit pas dépasser 6,5 %».*

D'une part, il dévoile clairement la complicité entre le gouvernement et les patrons, inévitable dans notre système d'exploitation. (C'est dans la nature des choses que l'Etat, les grands fonctionnaires et autres PDG nommés par le gouvernement, soient d'accord avec le patron des patrons pour serrer la vis aux travailleurs).

D'autre part, Ceyrac exprime aussi les désirs de tous les patrons. Faire payer la crise, jeter à la rue le maximum de travailleurs et exploiter plus durement les autres.

Des salaires qui suffisent de moins en moins pour vivre.

Un million cinq cent mille chômeurs, c'est pas assez pour leur soif de profit.

Alors, tout cela nous concerne-t-il, nous, travailleurs de Chausson.

Quand Ceyrac appelle à intensifier l'attaque contre les travailleurs, nous sommes bien payés pour le savoir, notre direction se place d'emblée dans les troupes de choc.

D'abord, le patron se permet de faire sa propagande.

CONTRE LES MILITANTS SYNDICALISTES : SANCTIONS ET TENTATIVES DE MUTATIONS

Mais quand les syndicats CGT et CFDT veulent réunir et informer les travailleurs au thermique d'Asnières pendant les heures de travail elle mobilise le chef du personnel et le chef de fabrication pour arracher les affiches et appelle l'huissier pour constater les faits. Elle envoie même une note jusqu'au chef d'équipe pour prouver la soi-disant illégalité de telles réunions.

Elle sanctionne trois militants dont deux délégués de Gennevilliers (avertissement) parce qu'ils appelaient les travailleurs à refuser les nouveaux horaires mis en place par la direction : 6 h 30 — 14 h 50 et 14 h 50 - 23 h 10 pour le travail en équipe.

Ces attaques démontrent clairement la volonté de la direction générale de discréditer les syndicats, de bâillonner en fin de compte les travailleurs. Elle s'inspire en fait des méthodes bien connues dans d'autres entreprises.

La CFDT pour sa part, dénoncera et organisera la riposte à chaque tentative de la direction, que cela soit bien clair pour nos patrons. Aucun ouvrier, aucun travailleur n'acceptera que l'on touche à notre liberté et à nos droits !

A ce titre, le très prochain transfert du bureau d'étude carrosserie à la tour d'Asnières révèle aussi la volonté de la direction d'isoler un secteur ETDA combatif, bien que peut être la perspective d'une future absorption du secteur carrosserie ne soit pas absente aussi de ses préocupations, avec les menaces pour l'emploi que cela représente, pour les travailleurs.

Dans le cadre du transfert des activités thermiques à Laval, la direction envisage un nouveau train de mutations de travailleurs et particulièrement de certains militants syndicaux. Elle fait circuler des bruits alarmistes pour démobiliser et diviser les travailleurs.

FAISONS RESPECTER NOS DROITS, EXIGEONS NOS REVENDICATIONS !

Soyons clairs, les commandes, c'est le problème du patron. Pour les travailleurs, l'emploi c'est un droit et nous entendons bien le faire respecter.

Nous le constatons, cette restructuration pour augmenter leur profit touche tous les travailleurs et c'est tous ensemble, dans l'unité et dans la lutte que nous défendrons le mieux nos intérêts.

300 F POUR TOUS
DU TRAVAIL POUR TOUS

REFUSONS LES MUTATIONS EN DEHORS D'ASNIÈRES

DÉFENDONS NOS DROITS SYNDICAUX ET NOS LIBERTÉS

Mener d'abord la lutte contre le patron, c'est aussi la condition pour lancer un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs qui sera réellement efficace pour défendre nos intérêts.

Sections Syndicales
Chausson de la région
parisienne (UPSM. CFDT)

Aubert et Duval (Neuilly) :

LE C.E. VOTE LE LICENCIEMENT DE LA DÉLÉGUÉE SYNDICALE

NOTRE OBJECTIF : SA RÉINTÉGRATION !

La Société Aubert et Duval (4 000 employés et ouvriers répartis en trois établissements principaux), dont le siège social est à Neuilly (41 rue de Villiers), produit des aciers spéciaux et exporte en particulier des tubes canons.

La *«famille Duval»*, en 70 ans, a construit un véritable petit empire industriel, en France et à l'étranger.

Cette entreprise de type paternaliste a étouffé jusqu'en mai 1973 les revendications des travailleurs.

La Direction d'Aubert et Duval n'admet pas que les syndicats CFDT et CGT remettent en cause le pouvoir patronal.

Maintenant que semble sonner l'heure de la restructuration de l'entreprise, il est encore moins question pour la direction de laisser se développer des organisations syndicales telles que la CFDT ou la CGT.

La direction a donc choisi : elle veut liquider la section syndicale CFDT du Siège social implantée depuis un an et demi.

UNE TENTATIVE DE LICENCIEMENT : POURQUOI ?

Interdire les contacts entre le personnel et les militants CFDT, refuser de satisfaire les revendications du personnel, infliger des avertissements, retirer le travail au délégué syndical : cela n'a pas suffi à faire baisser les bras à la section syndicale CFDT de Neuilly.

Alors que l'on est en période électorale pour les délégués du personnel, la direction va frapper un grand coup : elle réussit à faire retirer une candidate CFDT au premier tour par ses pressions, elle empêche le personnel d'aller voter au premier tour, enfin elle met à pied et entame la procédure de licenciement du délégué syndical pour *«faute grave»* ayant pour motif la dénonciation, par la CFDT, des pressions inadmissibles de la direction.

Ce qui est en jeu, c'est le licenciement du délégué syndical CFDT.

Ce ne sont pas seulement les travailleurs d'Aubert et Duval qui sont concernés, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui, par ses luttes, a imposé le droit syndical.

Déjà, en 1972, les deux unions locales CGT et CFDT de Levallois avaient obligé, par l'action unie des travailleurs, à faire reculer la direction de Locatel (Levallois) dans sa tentative de licencier le délégué syndical CFDT. Bien d'autres exemples prouvent que l'unité d'action fait reculer le patronat.

Mardi 30 novembre, une délégation des travailleurs de la Thomson, de Locatel, de la CGEE, de PUK, du Carbone Lorraine, d'Aubert et Duval de Gennevilliers sont venus porter des motions de soutien et de protestation contre la demande de licenciement de notre camarade déléguée syndicale CFDT. Déjà, la veille, de nombreuses sections avaient envoyé des télégrammes à la direction. Le Comité d'Entreprise qui s'est réuni, a voté à l'unanimité (c'est-à-dire représenté par cinq *«indépendants»*, le président), la demande de licenciement. Au cours de ce Comité d'Entreprise, il n'a pas été défini, bien entendu, ce qu'était la *«faute grave»* reprochée. Le patron et les gens à sa solde ont préféré se poser des questions sur l'origine de l'argent qui a payé les différents tracts publiés depuis un an par la section CFDT !

Plus que jamais, il faut mettre les bouchées doubles, tout faire pour obtenir la réintégration de notre camarade. Le soutien se développe : une campagne d'affiches est déjà engagée. Cependant il reste encore à clarifier les objectifs et préciser les moyens d'actions pour empêcher le licenciement. A Gennevilliers, la Direction tente aussi de liquider les sections syndicales. Dernièrement, aux élections de délégués du personnel, elle a tenté de faire une liste à elle. Les travailleurs, ont répondu on ne peut mieux à cette tentative : par leur vote, la section CGT a remporté six sièges sur sept.

Réintégration de notre camarade !

Corresp. Levallois

---

1 an après l'explosion à l'usine de Rombas

HOMMAGE DE LUTTE AUX VICTIMES DU CAPITAL

Il y a un an, le 3 décembre 75, la cheminée du haut fourneau n° 5 de l'usine Rombas explosait et des tonnes de briques tombaient sur les ouvriers. 11 blessés, dont 6 grièvement atteint: 3 morts. Pour tous les travailleurs de Rombas, il ne s'agissait pas de la «fatalité» comme osait le prétendre Gandois, PDG de Sollac-Sacilor à l'époque, mais d'un véritable crime du capital.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? L'affaire de Rombas a été classée par la justice bourgeoise. Aucune suite n'a été donnée un an après. Et pendant ce temps le capital continue à tuer : déjà plus de 20 morts cette année dans la sidérurgie lorraine, le triste record appartenant à Sacilor-Sollac.

Et les mesures de licenciements confirmées par Ferry -le patron des patrons de la sidérurgie- préparées par le chômage partiel à grande échelle ne feront que renforcer l'insécurité. Pour les maitres de forge, «augmenter la productivité» c'est sacrifier toujours plus la santé et la sécurité des sidérurgistes.

A Rombas, après la mort de leur trois camarades les travailleurs ont engagé la lutte, mettant clairement en accusation la responsabilité du capital.

Vendredi 3, c'est un hommage de lutte qui sera rendu, à l'appel du PCRml à ces trois travailleurs et à toutes les victimes du capital, (nationalisé ou pas) sidérurgistes, mineurs, cheminots...

Dans les témoignages et interventions, dans les discussions avec les sidérurgistes, c'est la voie de la lutte résolue sans attendre 78 qui s'affirmera : le refus du plan Barre et de son application dans la sidérurgie malgré les obstacles que dressent les tenants du programme commun dans les directions de la CGT et de la CFDT.

**RASSEMBLEMENT A L'APPEL DU PCRml,
VENDREDI 3 DÉCEMBRE A 20 h 30
DEVANT LE PORTIER N° 2
DE L'USINE SACILOR A ROMBAS POUR
UN HOMMAGE DE LUTTE AUX
VICTIMES DU CAPITAL**

LUTTES OUVRIÈRES

Bourgogne Electronique :

• NOUVEAU REPORT DU JUGEMENT !
• RECUL CGT AUX ÉLECTIONS DU CE

C'était mardi 30 novembre, la date à la fois des élections au Comité d'Entreprise de Bourgogne-Electronique et du procès des quinze licenciés de B.E. non protégés par un mandat syndical, et dont la réintégration est encore en jeu.

Après une campagne où ont été agitées les questions du bilan de la grande grève du printemps dernier, celles de la lutte pour la réintégration des vingt-trois licenciés, et de l'attitude des différentes sections syndicales en l'affaire. D'autant que les manœuvres du PS dans la section CFDT, d'une part, et la scission intervenue dans la CGT (avec formation par certains éléments d'un «syndicat autonome») ont rendu âpre l'échéance de ces élections professionnelles : pour le Comité d'Entreprise, mardi, mais aussi pour les élections de délégués du personnel, aujourd'hui 2 décembre. Déjà les travailleurs ont tiré dans les faits un certain bilan des luttes à la LCC-Bourgogne Electronique : la CGT a perdu trois sièges !

Lors du «bal des Catherinettes» traditionnellement organisé par le CE, le service d'ordre du bal était assuré en commun par la direction et certains membres ayant quitté la CGT pour créer la CFT.

Des «licenciés» s'y étant rendu, furent agressés par ceux-ci et l'une des travailleuses de B.E. frappée. Les flics appelés par les organisateurs renoncèrent à intervenir après les protestations de quatre délégués CFDT.

Quant au jugement, il a encore été reporté ! La bourgeoisie, décidément bien en peine avec le dossier B.E., a reculé de nouveau la date de l'arrêt. Le maire de Saint Apollinaire (commune où se sont passés les faits en cause, la soi-disant «séquestration» de la direction de LCC-BE) doit être entendu par le tribunal ; d'où ce nouveau report.

Dans la section CFDT et parmi les travailleurs de B.E. solidaires des «licenciés», au sein même des quinze qui attendent le jugement, des discussions animées sont en cours : comment préparer la mobilisation pour les licenciés ? Comment mener à bien, jusqu'au bout, la bataille pour la réintégration de tous les «licenciés» ? Il reste encore à s'unifier là-dessus, particulièrement au sein de la CFDT.

Centre de tri Paris-Brune :

Quand le PS refuse le soutien aux «Ecureuils»

Les employés des Caisses d'Epargne Parisiennes continuent la lutte ! Pour la 58e fois, ils ont voté hier matin, toujours aussi nombreux, à l'assemblée générale, rue du Louvre. Hier et avant hier, une voie particulièrement offensive a marqué la lutte : les grévistes ont fait la tournée des banques appartenant aux administrations des Caisses d'Épargne, notamment celle du banquier Hottinguer. Comme le disaient les grévistes, ces jours, *il faut que la direction craque !»* et pour cela *«multiplier les actions dynamiques de harcèlement»*. Les banquiers doivent céder et satisfaire les revendications !

Dernièrement, des militants et syndiqués CFDT du Centre de tri Paris-Brune s'étonnaient qu'après plusieurs semaines de lutte des employés des Caisses, un soutien ne soit pas encore engagé. Ils proposent alors d'inviter les *«Ecureuils»* au centre, pour qu'ils viennent populariser leur lutte, par voie de tracts. De plus, suivant l'impact de cette initiative, et une fois les sections syndicales d'accord, l'idée d'un meeting de soutien est suggérée. Ces suggestions seront téléphonées à la section CFDT des Caisses qui donne son accord enthousiaste. La section CFDT de Paris-Brune donne son accord sous réserve que la CGT soit d'accord.

Dimanche soir (la veille du jour où devaient venir les grévistes), la CFDT des Caisses téléphone à la section CFDT de Brune et annonce sa venue. C'est un responsable syndical, connu par ailleurs comme étant membre du PS, qui répond : *«Il n'en est pas question, cela n'a pas été suffisamment discuté, de toute façon, cela n'aurait pas d'impact et la CGT ne veut pas en entendre parler»*. A de nombreux postiers lui demandant alors des comptes, le responsable du PS répondra la même chose, ajoutant que les *«écureuils»* peuvent se dispenser de venir étant donné que *«nous pouvons faire des collectes nous-mêmes»*.

Ainsi, au-delà de leur dispute, PC et PS sont d'accord sur un point : tout faire pour briser les luttes et assurer des élections «sereines» !

Parisien Libéré

NON A L'EXPULSION DES GRÉVISTES

La première Chambre de la Cour d'Appel de Paris vient d'ordonner l'évacuation des travailleurs du «*Parisien Libéré*» en lutte aujourd'hui depuis dix huit mois, pour le maintien de leur emploi.

rue d'Enghien et rue des petites écuries. La Cour d'Appel a en fait confirmé une ordonnance de référé prise le 9 juin 1975. La Cour a expliqué sa décision en ces termes : *«Cette occupation totalement étrangère à l'exercice légitime du droit de grève constitue une violation du droit de propriété, et, dans les conditions où elle a eu lieu, une entrave à la liberté du travail et une source de trouble»*. Cette attaque fait suite à celles que le pouvoir multiplie depuis plusieurs semaines contre les travailleurs du Livre. On le sait, ceux-ci sont l'objet d'une intense répression juridique : des dizaines de travailleurs à Paris, à Dieppe viennent de passer devant les tribunaux bourgeois, certains condamnés à des peines de prison avec sursis, des amendes, toujours accusés de vol d'exemplaires du *«Parisien Libéré»* d'Amaury, qui de plus en plus fréquemment va rejoindre les égouts. La bourgeoisie veut mettre à genoux les travailleurs du Parisien Libéré, en finir. Sa décision brutale intervient bien évidemment quelques mois après la signature de l'accord cadre signé dans l'imprimerie, accord de capitulation qui laisse les mains libres à la bourgeoisie pour entreprendre la restructuration de la presse, accord que justement les travailleurs du *«Parisien Libéré»*, ont refusé, continuant leur courageuse lutte pour le maintien de tous les emplois, refusant tout licenciement.

Il s'agit pour la bourgeoisie de conduire son plan à bien, avec toutes les garanties possibles.

Une riposte à la hauteur de cette attaque se prépare. Hier, un responsable syndical du Parisien Libéré, le disait : *«Nous ne partirons pas de nous même. Il faudra d'abord que la police vienne nous déloger et elle ne nous délogera pas sans mal»*. Si évacuation il y a, les travailleurs du Parisien Libéré sont assurés d'avoir à leurs côtés leurs camarades du Livre et plus largement. Les manifestations de soutien, de travailleurs de tous secteurs lors des derniers procès le prouvent !

Un large mouvement contre la répression doit et peut avoir lieu à cette occasion !

Contre l'expulsion des grévistes du Parisien, la mobilisation s'amorce déjà !

Richard FEUILLET

BORDEAUX : GRATUITÉ DES TRANSPORTS PUBLICS POUR LES CHÔMEURS

Face à Chaban-Delmas, maire UDR de Bordeaux, et pour obtenir la gratuité des transports publics pour les chômeurs, le jeudi 25 novembre 1976, cinquante personnes (Comités de chômeurs CFDT et travailleurs syndiqués CFDT) sont montés dans les bus sans payer, en distribuant un tract d'explication aux usagers habitant les quartiers populaires.

Malgré les attaques de E. Maire, dans la CFDT, contre les travailleurs combatifs, cette action montre qu'il faut oser lutter, dans l'unité chômeurs, travailleurs, sans attendre les élections de 1978.

Correspondant Bordeaux

BEULLAC ENCORE ! LICENCIEMENTS CHEZ FIRMIN-DIDOT

L'imprimerie Firmin-Didot à Alençon était en grève avec occupation en juin dernier. Les cent vingt travailleurs y menaient la lutte dans un climat de répression anti-syndicale féroce. La direction en venait alors à licencier le secrétaire de la section CGT du Livre d'Alençon puis le licenciement de deux délégués du personnel ! Mardi 30 novembre, Beullac a récidivé : il accorde à l'imprimerie Firmin-Didot, le licenciement des deux délégués !

SANDERS : UN DÉBAT POUR L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS !

Mercredi soir avait lieu au pavillon de l'Institut National de l'Agriculture, une réunion-débat organisée par des étudiants en agriculture avec la participation de travailleurs du secteur agricole, des ouvriers de la CGT Sanders, sur le thème de la construction de l'unité ouvriers-paysans, et également sur le rôle des cadres dans l'entreprise, la complicité des cadres agronomes et des trusts agro-alimentaires. La question du licenciement du délégué CGT de Sanders Jouisy «pour avoir voulu organiser l'unité ouvriers-paysans contre le trust» a été débattue avec toutes les questions posées par la concrétisation de cette solidarité à laquelle appelait la réunion.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Un contrôleur du fisc matraqué à Paris

QUE CACHE L'ESCALADE NICOUD-DURAFOUR ?

A la suite de l'annonce par Gérard Nicoud, secrétaire général réélu de justesse du Cid-Unati, de former des «brigades d'autodéfense» contre les agents du fisc, deux plaintes ont été déposées : l'une de l'intersyndicale des fonctionnaires des impôts, et l'autre du sous-ministre des finances, Durafour. La constitution de ces «brigades» avait fait suite au suicide d'une petite commerçante du Touquet. D'autre part, les menaces du CID ont pris, semble-t-il, forme : plusieurs vérificateurs des impôts ont été menacés par téléphone, certains ont vu les pneus de leur véhicules crevés, et l'un d'eux a même été matraqué, lundi, dans le parking souterrain de la place St Sulpice, lors de la réunion d'une commission paritaire entre commerçants et impôts. Présentée comme un affrontement entre «agents du fisc» et commerçants, cette affaire cache en fait une toute autre réalité, celle de la restructuration capitaliste du secteur commercial, et celle de la situation des agents des impôts.

Les «groupes d'auto-défense» de Nicoud présentent sans conteste un caractère fascisant. Ainsi, l'instigateur du groupe constitué dans le Val d'Oise et les Yvelines est un gros commerçant des Yvelines possédant trois fonds de commerce, de grossiste, de traiteur et de boulangerie. Il n'empêche que le CID-UNATI s'appuie sur une réalité qu'il masque en faisant des contrôleurs des impôts leur «ennemi» : la restructuration du secteur commercial, la situation quasi-désespérée de nombreux petits commerçants de quartier. *«Nous savons que pour de nombreux petits commerçants, la fraude est nécessaire pour survivre. Mais nous savons aussi qu'au CID, il ne manque pas de margoulins, en particulier au niveau des responsables»*, me disait un contrôleur des impôts.

Durafour a alors beau jeu de prétendre *«défendre ses fonctionnaires»*, tentant ainsi de renforcer l'esprit corporatiste. C'est en fait toute la politique fiscale qui est en cause : quelle enquête sera effectivement menée au sujet des détournements fiscaux de toutes les sociétés de Marcel Dassault ?

D'autre part, il faut noter certaines déclarations récentes de Nicoud, rapportant une entrevue avec Fourcade, où celui-ci lui aurait affirmé que *«des fonctionnaires de gauche faisaient des excès de zèle pour provoquer des troubles»*. La CFDT a d'ailleurs écrit à Barre pour exiger de lui un démenti du gouvernement. Qu'en est-il exactement de ces «excès de zèle» ? Très concrètement, les vérificateurs sont tenus d'effectuer dans l'année au moins quatorze vérifications fiscales complètes. Certaines peuvent prendre plusieurs mois. Aussi il est quasiment impossible d'effectuer ces contrôles normalement. Certains sont donc faits à la va-vite, et sont forcément douteux. S'il ne fait pas son quota de vérifications, le fonctionnaire sera de fait sanctionné (notes, avancement...). Les syndicats demandent douze mille créations d'emplois. Sept cents sont prévus cette année...

Ainsi, le gouvernement joue sur deux tableaux : vis-à-vis des petits commerçants, qui constituent une base électorale importante de certains partis de la majorité, il joue la crainte de la «gauche». Vis-à-vis des fonctionnaires des impôts, qui constituent une partie importante de l'appareil d'Etat, il joue l'esprit de corps. Le CID-UNATI ne lui est décidément pas inutile.

• CINQ COMMERÇANTS EN PROCES : ***Hier, devant la onzième chambre correctionnelle, cinq commerçants, pour la plupart tenanciers de brasseries ou de cafés, passaient en procès pour augmentation de prix illicite, durant la période de soi-disant blocage des prix. La publicité faite autour de ce procès n'a d'égale que la taille de la tromperie du «blocage des prix».***

DASSAULT RÉCUPÈRE TROIS CENTS MILLIONS

A la sortie du bureau du juge d'instruction où il était confronté avec son ex-comptable de Vathaire, Marcel Dassault avait la mine réjouie. D'une part, son ancien protégé avait battu en retraite à propos du coup de téléphone qu'il aurait donné à Dassault après avoir retiré les huit cents millions plus tard subtilisés par Jean Kay, («Il se peut que je n'aie pas eu M. Dassault personnellement», disait De Vathaire), d'autre part, il pouvait annoncer «qu'on avait récupéré trois millions de francs déposés par Jean Kay en Suisse». Comment ? Même le juge d'instruction se perd en conjectures....

Toujours entre le fumier et le purin, on jugeait mardi l'abbé Broekman et un certain Baranès, accusés d'avoir fait chanter le général de Bénouville, bras droit de Dassault. Une vieille histoire d'affiches, alors que Dassault était en ballotage, On a réussi à parler lors du procès «d'homme d'honneur» !

• TOUR D'ARGENTEUIL : VERDICT CONFIRMÉ. ***La 12e Chambre de la cour d'appel a confirmé le jugement du tribunal de Pontoise, à propos de la catastrophe de la tour d'Argenteuil. On se souvient que vingt habitants étaient morts, et que plus de cent avaient été blessés. Auguste Ba uaud, le PDG de la société HLM privée responsable, et son homme de confiance Hohayon sont toujours condamnés à huit et treize mois avec sursis. Un parallèle : un «emprunt» de voiture «valait» trente mois, hier, en flagrant délit...***

• FAUX DOLLARS POUR QUI ? ***La police française s'enorgueillit d'avoir réussi hier la plus grosse prise de faux billets jamais faite. Une fabrique de faux dollars a été découverte à Toulon, et trois faux-monnayeurs, dont un cadre d'une banque de Toulon, Henri Hernandez, ont été arrêtés. Mais à quoi devaient servir ces cinq milliards en faux dollars ? Il est peu probable que la police y réponde.***

Après le tabassage des 2 jeunes, boulevard de la Chapelle

L'I.G.S. A DÉJA CONCLU SON ENQUETE !

Jamais l'Inspection générale des services de la police, (IGS), n'a été aussi prompte dans une enquête, mais pour quel résultat ! Lundi dernier, huit tortionnaires de la police parisienne (dont six motards de ce nouveau corps urbain spécialisé dans la ratonnade après les manifestations) avaient trainé, enchainé à une voiture de police, deux jeunes, coupables d'être montés à deux sur une mobylette.

La scène s'était déroulée devant un centre de tri, dont les postiers, révoltés, avaient révélé l'affaire. Sera-t-elle à nouveau classée parmi les «bavures» ? L'IGS a conclu à la culpabilité des policiers (le contraire était difficile) en indiquant que leurs méthodes étaient «répréhensibles» ! Quatre policiers sur huit passeront devant une instance disciplinaire.

Que l'on ne nous parle pas de «brebis galeuses» ! En juillet dernier, une bande de flics armés abattaient un jeune de la cité du Vert Galant, à St Denis. Bavure ?

Non, il s'agit d'une logique constamment entretenue par une politique anti-jeunes, par des déclarations officielles anti-jeunes. C'est le résultat d'une politique consciente de répression, d'une idéologie fascisante entretenue dans les corps policiers, dont il est de plus en plus évident qu'une simple gestion «démocratique» ne le fera pas changer. Châtiment des coupables !

Le parquet fait appel de la libération des Iraniens

50 NOUVEAUX GREVISTES DE LA FAIM

Liberté pour les Iraniens !

C'est sur l'ordre du ministère de l'intérieur que le Parquet a fait appel de la décision du juge d'instruction Guy Floch d'accorder la liberté provisoire à Oskoui, l'un des deux patriotes iraniens accusés dans l'attentat contre l'agent de la SAVAK en France. L'étudiant iranien restera donc en prison. Pourtant, une à une, toutes les accusations s'effondrent : les deux épiciers du boulevard St Michel ne peuvent plus rien affirmer. Le brigadier Cocquet, blessé lors de l'attentat, ne parle plus que de vagues ressemblances. De plus, maintenant qu'à l'heure de l'attentat, ils étaient au restaurant universitaire, Takbiri et Oskoui ont même précisé le menu du jour. On attend l'arrivée à Paris de quatre autres témoins venant d'Italie qui étaient attablés avec les accusés. Quatre témoins ont déjà été entendus mardi par le juge d'instruction, et ont confirmé la présence des deux étudiants au restaurant.

Toute l'accusation s'effondre et rien ne peut s'opposer juridiquement à leur libération. Mais par ailleurs, il reste l'arrêté d'expulsion qui a frappé les quatre autres Iraniens. Le 2 décembre, les services d'immigration suédois statueront sur leur sort. Or, ils étaient les premiers témoins de l'affaire, et curieusement ont été aussitôt expulsés, comme si la SAVAK et le ministère de l'intérieur ne voulaient à aucun prix que soit produit leur témoignage. De nombreuses personalités, hier encore l'évêque d'Orléans, ont écrit au juge d'instruction contre les atteintes aux libertés.

Au 179 rue de Charonne, à l'Eglise du Bon Pasteur, 50 étudiants iraniens ont entamé une grève de la faim pour exiger la liberté de leurs camarades et l'arrêt des expulsions. Au Conseil municipal de Paris et à l'Assemblée Nationale, des demandes d'explications sur la présence de polices étrangères ont été déposées. Il s'agit en l'occurence de la SAVAK qui opère, interpelle et interroge, comme si elle se trouvait sur son propre territoire, en toute impunité semble-t-il. Exigeons l'expulsion des polices étrangères, quelles soient espagnoles, iraniennes ou autres.

LES POLICES ÉTRANGERES HORS DE FRANCE !
LIBERTÉ POUR LES PATRIOTES IRANIENS !

Roger HARSEYNE

RÉFORME DE L'ENTREPRISE : SUDREAU PLEURE SON PROJET

Dernièrement, le Parlement a adopté une réforme présentée comme le premier pas vers la réforme de l'entreprise : le «bilan social», dont la seule chose à retenir est qu'il rognait les acquis des comités d'entreprise.

«Le bilan social n'est qu'une mesure parmi les 75 que nous avons proposées... Il me paraît que pulvériser cette réforme, c'est-à-dire prendre des mesures particulières sans les rattacher à la conception d'ensemble du projet constitue une erreur politique». C'est le rédacteur même de la réforme de l'entreprise, grand thème de propagande lors des élections présidentielles, Sudreau, qui tient se langage. Et il poursuit : *«c'est plus que jamais le moment de faire la réforme pour avoir des entreprises efficaces. Car il n'y a pas de compétitivité économique sans un minimum de consensus social»...*

On pourrait demander à M.Sudreau qui, à son avis est responsable de l'enterrement de «sa» réforme. On pourrait aussi demander à Jacques Chirac ce qu'il pense de l'opportunité de cette réforme. Mais fondamentalement, la mise en avant de cette nouvelle enveloppe de la collaboration de classe, ainsi que son échec, vient de la remise en cause de plus en plus profonde par les ouvriers, par les OS, en particulier, de l'organisation capitaliste du travail. Sudreau le sait, et agite le drapeau du «consensus social». Aussi vieux que le désir des exploiteurs de faire participer les ouvriers à leur propre exploitation, il manque bien d'éclat.

LE MEETING D'IMRO SOUTIENT LES PATRIOTES IRANIENS : DANS LE COURS DU MEETING IMRO, UN CAMARADE IRANIEN

Dans le cours du meeting IMRO, un camarade iranien de l'UEIF a pris la parole, très applaudi par la salle qui exprima sa solidarité contre la répression avec force. Son intervention, rappelant la grève de la faim engagée par les militants iraniens contre l'expulsion de leurs camarades et les exactions de la Savak en France, fut ponctuée de mots d'ordre partis de la salle qui accusaient : «Chah fasciste assassin !», «Chah fasciste, Giscard-Ponia complice !». Les travailleurs, les militants présents, tous ceux qui soutenaient IMRO marquèrent ainsi un soutien chaleureux aux militants iraniens.

INTERNATIONAL

Commentaire d'Algérie Presse Service sur la Communauté Economique Européenne

GISCARD TOMBE LE MASQUE

On ne fut, toutefois, pas surpris de trouver comme maître d'œuvre de cette croisade dirigée, à travers les pays de l'OPEP, contre tout le Tiers Monde, le président français, M.Giscard d'Estaing. En effet, d'entrée de jeu, le président de la république française a proposé à ses autres partenaires européens d'établir la fixation d'un plafond communautaire aux importations de pétrole. A un moment où les ministres de l'OPEP s'apprêtent à se réunir, on ne peut moins qualifier cette intervention française que de «pressions intempestives». S'il est vrai que les pays de l'OPEP estiment que les pays industrialisés devraient mettre un frein à leur politique de gaspillage de pétrole, ils constatent, d'un autre côté, que l'idée française de mettre un plafond à la consommation de pétrole constitue une nouvelle escalade de la confrontation, qu'en sous-main, les dirigeants français n'ont pas cessé d'appuyer et de pratiquer depuis trois années.

ON NE VOIT PLUS DE DIFFÉRENCE ENTRE GISCARD ET KISSINGER

En somme, le président français vient, car il est pressé de tous côtés et notamment par son opinion publique, de «tomber le masque» et l'on ne voit plus de différence entre M. Giscard d'Estaing et M. Henry Kissinger. S'étant de cette manière dévoilés, les dirigeants français, bien *plus que ceux des autres pays occidentaux*, démontrent de la façon la plus irréfutable qu'ils ne se résignent pas à l'idée d'avoir perdu à tout jamais leur position dominante dans leurs rapports avec les pays arabes et tous les pays anciennement colonisés. Dans le passé, la position dominante de la France était notamment caractérisée par le pillage des richesses qui ont fait sa prospérité et en premier lieu, le pétrole. Il s'avère aujourd'hui que la politique de la France au cours de ces trois dernières années n'était que duplicité. Ayant perdu le pouvoir de dicter ses volontés et ses lois pour s'assurer la main-mise sur les richesses des pays du Tiers-Monde la «France giscardienne» s'ingénie à récupérer les richesses du Tiers-Monde par des moyens sournois et, afin de se donner plus de poids dans cette entreprise peu honorable, elle tente d'entrainer dans son pillage ses autres partenaires de l'Europe communautaire.

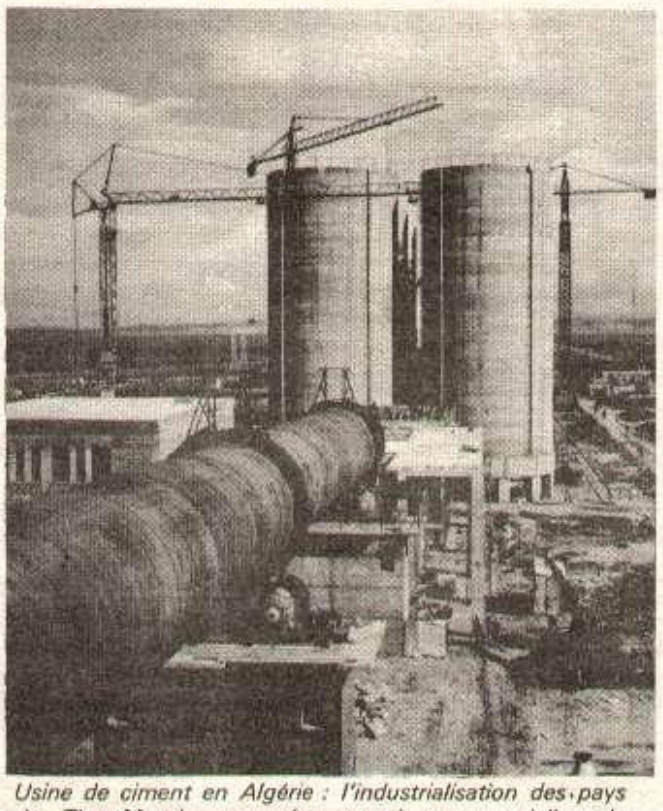
NORD-SUD ET LA DUPLICITÉ DE GISCARD

Dans ces conditions, comment doit-on apprécier les «soi-disant dialogues de Paris». Maintenant que le camouflage est bien tombé, on peut dire que le président français ne conçoit pas cette conférence internationale économique autrement que comme une opération de récupération des richesses pétrolières, en particulier, des pays du Tiers-Monde. Plus que des indices -bien que ceux-ci soient nombreux-, des faits prouvent que le dialogue de Paris est destiné à reprendre aux pays du Tiers-Monde l'exercice de leur souveraineté sur leurs propres richesses. Des faits, ils n'en manquent pas. Le report conjoint. Il s'avère maintenant que les pays industrialisés n'ont jamais rien eu à proposer aux pays du Tiers-Monde. L'idée de M. Giscard d'Estaing de réunir cette conférence n'avait donc d'autre but que de récupérer les richesses pétrolières du Tiers-Monde et d'en disposer au gré des pays industrialisés. D'ailleurs l'attitude néo-colonialiste de M. Giscard d'Estaing a eu bien des occasions de se manifester, tout en se cachant derrière des attitudes qui se «prétendent neutres».

IL N'Y A PAS DE NEUTRALITÉ FRANÇAISE

Si la «France giscardienne» veut jouer un rôle pour rapprocher les points de vue entre pays du Tiers-Monde et pays développés à la conférence de Paris, ce rôle ne pourra être celui de la «neutralité» qu'elle prétend afficher car sa position et son ambition d'intervenir dans les régions maghrébines et méditerranéennes, ont dévoilé tous les aspects néo-colonialistes de la politique étrangère. Cette politique giscardienne ne met pas seulement en danger les rapports maghrébins, les rapports des pays industriels avec les pays du Tiers-Monde, elle est également la cause de tension très forte en Afrique. Les ventes d'armes à l'Afrique du Sud ainsi que d'armement nucléaire seront, tôt ou tard, la cause d'un génocide africain. A travers une poignée de racistes interposés qui ne lésineront pas sur le massacre massif des Africains, la «France giscardienne» fera figure du plus grand coupable.

La conférence de la Haye a donc permis de lever bien des ambiguités en ce qui concernait la politique giscardienne et il sera très dur pour le président français de faire renaitre certains espoirs du Tiers-Monde nés de ce que l'on croyait être «sa volonté de concertation». Car, aujourd'hui, ultime étape des pérégrinations de la politique étrangère française de par le monde, nul ne peut plus être dupe de la politique giscardienne qui est une croisade de reconquête qui a pour principal effet d'affaiblir les pays du Tiers-Monde.



Usine de ciment en Algérie : l'industrialisation des pays du Tiers-Monde, une des questions essentielles du «dialogue Nord-Sud», proposé par Giscard.

1000 HOMMES AU SUD LIBAN ?

Selon certaines informations publiées à Beyrouth, le commandement de la Ligue Arabe qui dirige les «forces de dissuasion arabes au Sud Liban aurait proposé d'envoyer mille hommes de différents pays arabes au Sud Liban dans la zone frontière avec Israël. Cette proposition si elle était réalisée mettrait un terme au chantage sioniste qui affirme qu'Israël n'admettra pas de force arabe dans cette région, que les fascistes libanais suffisent à «assurer la sécurité», celle d'Israël, mais pas celle du peuple libanais, ni celle de la Résistance Palestinienne et des réfugiés palestiniens.

Ce serait en même temps l'application stricte des engagements pris à Ryad et au Caire, concernant la fin des combats au Liban.

D'autre part, l'URSS vient d'envoyer un message au président syrien : «*L'Union Soviétique continuera à apporter son soutien et son assistance aux peuples arabes en vue de l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient de la sauvegarde des droits légitimes du peuple palestinien . L'URSS demeurera fidèle à sa politique de principe, visant à consolider l'amitié et la coopération générale entre les deux pays.*»

Ce que veut l'URSS, c'est régler la question palestinienne par une conférence de Genève où elle patronnerait avec les USA, un Etat palestinien en Cisjordanie en Gaza, avec la garantie de l'existence de l'Etat d'Israël. L'URSS veut garder ses liens avec le régime syrien pour mieux piller la région.

En bref...

• ALLEMAGNE DE L'OUEST : *L'avocat d'Andréas Baader, Siegfried Haag, vient d'être arrêté par la police allemande. Il est accusé d'être un des «terroristes les plus dangereux». Il avait disparu en mai 75.*

• URSS-USA : *Brejnev vient de déclarer que l'URSS est «prête à coopérer avec la nouvelle administration américaine si elle est animée du même esprit pour atténuer la menace d'une guerre nucléaire», au moment où l'URSS renforce son potentiel militaire en Europe de l'Est.*

Niger :

Deux des trois lycées du pays fermés pour l'année par mesure de répression

Au Niger, à la suite d'une grève des élèves qui devait toucher peu à peu l'ensemble des établissements secondaires du pays et l'université, deux des trois lycées que compte le pays ont été fermés pour l'année par décision gouvernementale. Les élèves ont été renvoyés chez eux, de plus *«tout habitant de Niamey qui retiendrait un des lycéens sera considéré comme complice»*, annonçait un communiqué militaire. A Mardi, plus de 50 élèves ont été gravement blessés (on parle même de 2 à 3 morts) à la suite d'une intervention de la police au lycée technique, l'Ecole Normale de Tillabéry est fermée.

Face à cette situation, l'Association des Etudiants et Stagiaires Nigériens en France (A.E.S.N.F.) section nigérienne de la FEANF, note dans un communiqué : *«La disproportion entre d'une part la réaction de gouvernement militaire.. et, d'autre part, le caractère avoué «mineur» des revendications des victimes».*

Ces revendications sont au nombre de trois :
- suppression d'une caution de 3 000 CFA par élève dans les classes d'examen, instituée sous prétexte de la disparition de livres.
- renvoi d'un professeur coopérant pour incompétence notoire .

Par ailleurs, l'A.E.S.N.F. *«dénonce la répression barbare déclenchée par le gouvernement nigérien sur la population et les scolaires».*

Annette JANDET

• SAHARA : *Une attaque a été lancée contre Bir Moghrein, la principale base d'agression contre le Sahara à la frontière mauritanienne. Une violente bataille a suivi cette attaque, qui «a fait plusieurs morts et blessés» à cette occasion.*

• SRI-LANKA : *Plus de 500 000 ouvriers des plantations de thé et d'hévéas, les employés des banques, ont observé, vendredi, une grève de 24 heures en réponse à l'assassinat d'un étudiant par la police, il y a 15 jours. Les six universités du pays viennent d'être fermées par décisions du gouvernement, sans date limite, en raison des luttes étudiantes.*

• TURQUIE ALLEMAGNE : *La Turquie négocierait des achats d'armes à des firmes d'Allemagne de l'Ouest, qui concerneraient l'achat de cent cinquante «léopard» et de fusées anti-char «Milan».*

• AFRIQUE DU SUD : *Le gouvernement raciste d'Afrique du Sud préparerait «l'indépendance» d'un nouveau bantoustan, le Vendaland, à l'image de celle du Transkei. C'est une aggravation de l'apartheid : ces régions misérables réservées aux noirs laissent les terres riches aux blancs. Les Africains dépendent ainsi entièrement des colons.*

• BOTSWANA CONDAMNATION DU RÉGIME RACISTE DE RHODÉSIE : *Au cours de la réunion de l'Assemblée nationale du Botswana, le président Khama a dénoncé les racistes de Rhodésie : «A plusieurs reprises, les forces de sécurité de Rhodésie ont pénétré au Botswana pour mener des activités terroristes... Elless'y sont introduites et ont kidnapé et tué de des réfugiés rhodésiens vivant dans ce pays. De plus, tout récemment, elles se sont livrées à attaquer directement des citoyens de Botswana» Parlant de la Conférence de Genève sur la Rhodésie, il a ajouté : «Notre préférence à une solution pacifique en Rhodésie ne doit pas pourtant être considérée comme manque de volonté de combattre pour la libération du peuple rhodésien. Le droit des noirs rhodésiens à la liberté et à l'indépendance n'est nullement négociable, mais se gagne à tout prix».*

INTERNATIONAL

nouvelles des pays de l'est

Abris anti-atomiques en Tchécoslovaquie ?

Le «Sunday Express» a dévoilé il y a quelques semaines que les autorités tchécoslovaques construisent un vaste réseau d'abris souterrains destinés à protéger les habitants des grandes villes et des centres industriels contre les explosions nucléaires. Le coût de la construction serait de plusieurs centaines de millions de livres sterling.

Séïsme à Gazli ou la sécurité vue par Moscou

Les détails de ce séïsme qui s'est produit en avril et mai derniers viennent seulement d'être révélés à un groupe de journalistes qui ont effectué un voyage en Asie centrale. Six personnes seulement ont été tuées : selon les autorités locales. La premières secousse a surpris les 13 000 habitants de Gazli le 8 avril à 7 h 42. C'est juste l'heure où les ouvriers se rendaient sur les chantiers et les enfant à l'école. C'est donc au deuxième tremblement qu'il y a eut des victimes, c'est-à-dire le 17 mai, à 7 h 55. Gazli (Ousbekistan) est l'un des principaux centres d'extraction de gaz naturel en URSS. Il représente 10 % du gaz soviétique soit vingt trois milliards de mètres cubes par an. Les gazoducs qui alimentent Boukhara, Tachkent, Alma-Alta et Grouze n'ont pas été endommagés, par contre la station de pompage a été immobilisée, causant la perte de 600 millions de mètres cubes de gaz. Pour attirer la main-d'œuvre et faire de Gazli une «Venise» du désert, les autorités locales, qui affirment avoir reçu les pleins pouvoirs et des crédits illimités, ont fait construire 14 000 mètres carrés d'habitations capables de résister à des secousses importantes : ce qui, pour les 13 000 habitants représente une surface d'un peu plus d'un mètre carré par personne.

Étant donné que les tremblements de terre n'ont pas cessé dans la région pendant toute l'année, l'Ouzbekistan, le Tadjikistan et la Turkmenie se trouvant sur une ligne tellurique des plus actives du globe, il est malheureusement aisé d'imaginer le sort des familles qui n'ont pas le privilège d'habiter dans les 14 000 m2 devant résister aux secousses à venir. Rassurons nous cet «inconvénient» est compensé par une hausse des salaires à laquelle s'ajoute un coefficient de danger de 30 % : ce qui porte les salaires à 200, 300 et même 600 roubles (le salaire moyen d'un ouvrier à Moscou était de 146 roubles en 75 d'après les statistiques officielles). Curieuse conception de la sécurité des travailleurs.

Hongrie - Europe occidentale

La Hongrie vient d'obtenir un prêt de 50 millions à un taux d'intérêt préférentiel. Ce crédit accordé par deux banques françaises couvrira l'achat de machines et d'équipements français. La banque d'État hongroise rembourse ce prêt sur sept ans. Déjà, cet été un consortium de vingt six banques d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest avait consenti un prêt de 150 millions de dollars sur cinq ans.

Depuis 1968, la Hongrie a emprunté 900 millions de dollars sur le marché financier occidental dont sept cent de juin 74 à juillet 76.

Par le biais de ces prêts, la Hongrie cherche à se dégager des difficultés financières que lui impose le draînage de ses ressources en devises par l'URSS à travers le COMECON.

En fait elle se passe une seconde corde autour du cou quand elle essaie de desserrer l'étreinte de l'URSS.

Jan ROLDE

William Simon à Moscou

LE COMMERCE SOVIÉTO-US ET LES CONTRADICTIONS DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

La législation commerciale discriminatoire des États Unis a fait perdre aux États Unis pour plus de deux milliards de dollars de commandes soviétiques au cour des deux dernières années a dit Brejnev aux deux cent trente patrons que le ministre américain du Trésor, William Simon a amené dans ses bagages à l'occasion de la réunion du Comité économique et commercial soviéto-américain.

Brejnev veut ainsi les pousser à faire abroger l'amendement dit «Jackson Vanick» que le Congrès américain a voté en décembre 74, à la suite du traité commercial passé entre Nixon et Brejnev. Cet amendement lie l'application de la clause de la nation la plus favorisée prévue par l'accord commercial à l'application par l'URSS de la liberté d'émigration. A la suite de ce vote l'URSS avait suspendu l'application de l'accord.

Brejnev et Simon à Moscou

D'une part, Brejnev a besoin de voir ces échanges se développer pour s'approvisionner notamment en technologie auprès des USA et accélérer ainsi sa production. D'autre part, en appatant les hommes d'affaires américains, il veut réduire l'opposition au développement du commerce entre les deux super-puissances, de plus en plus forte aux USA.

DES CONTRADICTIONS QUI S'AIGUISENT

Jamais une délégation de cette importance de patrons américains ne s'était rendue en URSS. Le ministre US du Trésor contribue à alimenter le moulin de ceux qui estiment que le développement des relations commerciales entre les deux super-puissances contribue à apaiser le climat entre elles et éloigne les dangers de guerre. Du même coup, il accentue les contradictions au sein de l'impérialisme américain face à l'impérialisme soviétique, quand un courant de plus en plus fort, qui avait déjà imposé l'amendement Jackson affirme que ces relations commerciales contribuent à conforter la puissance soviétique dirigée contre les USA, en dénonçant l'accélération de la production d'armement par l'URSS à un rythme toujours supérieur à celui des USA.

ANGLETERRE

PROJET DE LOI SUR L'AUTONOMIE DE L'ECOSSE

Le projet de loi sur l'autonomie de l'Ecosse et du pays de Galles, vient d'être rendu public. La revendication d'autonomie est particulièrement forte en Écosse, où le Parti National Écossais recueille 30 % des voix. *«Nous sommes opposés à un système fédéral... Nous sommes en faveur d'une sorte de confédération dans laquelle les différents États sont indépendants, mais ont des accords concernant les droits de douanes, les passeports, un peu du même type que ceux qui existent entre les pays d'Europe du Nord».*

La loi est loin de répondre à ces demandes : la seule liberté accordée au Parlement Écossais, est la liberté de gérer son budget comme il le veut, mais il n'a aucun droit de prélever des impôts, ni de droit de police, ni aucun contrôle sur les ressources de la Mer du Nord. C'est pourtant là une des revendications majeures des bourgeois écossais qui sont à la tête du Parti Écossais : ils proclament la souveraineté de l'Écosse sur les fonds marins, ses ressources pétrolifères, et affirment *«nous demandons de pouvoir contrôler le niveau de la production et nous prélèverons des taxes».* Cependant, le gouvernement anglais est décidé à prélever lui-même les cinq à sept milliards de dollars que ce pétrole doit rapporter.

Ainsi, dès sa présentation, le projet de loi est l'objet de contestations importantes. L'impossibilité du gouvernement de Londres de faire face aux revendications écossaises, encourage la poursuite des revendications : *«C'est une première étape vers l'indépendance»* ont déclaré des membres du Parti National Écossais.

Les difficultés de l'impérialisme britannique surgissent de toutes parts et le projet de loi sur l'Écosse et le Pays de Galles le montre, le gouvernement anglais est incapable de colmater les brèches qui s'ouvrent au cœur même de ce qui fut la plus grande puissance du monde il y a seulement cinquante ans.

• CHILI-PÉROU : *Le Chili a rejeté l'offre faite par le Pérou de constituer un couloir administré conjointement par les trois pays qui permettrait à la Bolivie d'avoir un accès à l'Océan Pacifique.*

CHANGEMENT DE PRÉSIDENT :

LA DESTABILISATION AU MEXIQUE ?

Hier le nouveau président du Mexique, Portillo, s'installait à Mexico en remplacement de Echevarria, dans une situation extrêmement confuse. Depuis le mois d'août, le peso mexicain flotte ; les capitaux filent aux Etats-Unis : près de quatre milliards en trois mois ont rejoint les coffres des banques américaines et le mouvement s'est encore accéléré quand le président Echevarria a décidé de confisquer les trente-sept mille hectares appartenant à quarante-sept familles d'une des provinces les plus riches afin de les distribuer aux paysans sans terre.

Ces manifestations d'une politique de sabotage délibérée de la part de la bourgeoisie mexicaine liée à l'impérialisme, s'accompagnent de rumeurs persistantes à Mexico selon lesquelles un coup d'Etat militaire serait envisagé. Les Etats-Unis disposent en outre d'un moyen de pression direct important contre le pays : la dette s'élève à 22,5 milliards de dollars. C'est un des moyens qu'ils ont utilisés au Chili pour aggraver la situation économique du Chili d'Allende en refusant tout report de la dette. Une telle agitation de la bourgeoisie, de telles rumeurs, de tels moyens déployés par les USA contre le pays sont un signe que les USA veulent utiliser les difficultés rencontrées par le Mexique pour lui imposer un retour sous une domination plus étroite des USA, dont le Mexique s'éloignait en participant très directement au mouvement des pays du Tiers-Monde. C'est la poursuite de la politique américaine, qui a resserré son contrôle sur les pays du cône Sud de l'Amérique Latine.

Les théories capitalistes de Brejnev

Il faut *«éliminer les pertes de temps de travail, les à-coups dans la production».* Il faut améliorer *«la discipline au travail»* affirme Brejnev dans son livre qui vient de sortir en URSS, intitulé «les problèmes de gestion économique d'une société socialiste évoluée». Il synthétise ainsi toute la politique de la bourgeoisie soviétique contre la classe ouvrière : éliminer les pertes de temps égale augmentation des cadences en conséquence de quoi le taylorisme est massivement introduit en URSS ; «amélioration de la discipline» égale soumission à la direction de l'entreprise et à ses relais.

Ainsi, Brejnev apparaît pour ce qu'il est : le chef d'une bourgeoisie qui veut accumuler les plus gros profits en exploitant de plus en plus férocement la classe ouvrière.

Selon Brejnev, il faut *«utiliser plus scientifiquement les stimulants et les leviers économiques : comptabilité économique, bénéfices, prix et primes».* La bourgeoisie doit faire des profits, pour en faire, elle doit être efficace dans sa gestion et empocher de confortables «primes».

• INDE : *Alors que les campagnes de stérilisation forcée continuent, des parents ont massivement retiré leurs enfants des écoles au moment où on devait les vacciner : ils craignaient qu'il ne s'agisse en fait de stérilisations*

LOGEMENT

grève des loyers depuis deux ans à la villeneuve

- Grenoble-

La Villeneuve de Grenoble est une opération de prestige de la municipalité socialiste qui y a rassemblé un certain nombre d'idées à la mode : brassage des couches sociales, intégration du 3e age, équipements «intégrés», «rue animée», «circulation piétonnière autonome», écoles «expérimentales», télévision par câbles, etc...

C'est dans ce cadre qu'une grève des charges a eu lieu en 75, qu'une grève des loyers existe depuis près de deux ans maintenant, et qu'un certain nombre de luttes ont été menées, montrant clairement que «changer la ville» ce n'est pas «changer la vie». Des changements au niveau de l'organisation de l'habitat ne peuvent prétendre résoudre les contradictions de la société sauf pour les réformistes du PS.

—Quotidien du Peuple : Comment est née la grève des loyers.

—Après une hausse de 7% sur les loyers en juillet 74, une hausse de 30% sur les impôts locaux en décembre 74, les habitants locataires de l'OPHLM (Office Public des HLM) reçoivent en janvier 75 une quittance accompagnée d'une «note» expliquant une hausse «nécessaire» de 10% sur les loyers et 23% sur les charges. Un groupe d'habitants provoque une réunion qui regroupe cinquante personnes —«Les habitants ne peuvent plus ou ne veulent plus payer les hausses successives». On décide de proposer une grève de loyers en bloquant loyers plus charges sans l'augmentation sur un compte séquestre.

Après un porte à porte pour informer tous les locataires, la grève «pour l'annulation de la hausse» est votée en Assemblée Générale. Cent trente familles sont en grève sur huit cents locataires. (Sur les huit cents locataires il y a 15% d'immigrés).

—Pourquoi ce type de grève ?

—On en a beaucoup discuté en AG.

- Payer l'augmentation, (en bloquant cette somme sur un compte séquestre) il n'en était pas question ; on ne pouvait plus payer.

- Continuer à verser les loyers à l'OPHLM sans l'augmentation, c'était un acte individuel qui facilitait la répression et ne permettait aucun rapport de force pour obtenir satisfaction.

- Par contre, bloquer le loyer sans augmentation c'était une façon claire de refuser la hausse tout en se donnant un moyen de pression qui est l'argent bloqué. (A l'heure actuelle, on a bloqué cent millions d'anciens francs environ).

L'inconvénient est qu'on est coupé de ceux qui ne peuvent plus payer (même sans l'augmentation) , (environ 15% des locataires); les liens réels avec ces familles sont peu nombreux ; pour nous grévistes, ce sont les premiers concernés par la lutte contre les hausses de loyer.

De manière générale, nous les associons à toutes nos revendications.

—QdP : Comment est organisée la grève ?

—Il existe un comité de grève ouvert à l'ensemble des grévistes : c'est lui qui tient les permanences chaque semaine, qui prépare et convoque les Assemblées Générales et sert de lien entre l'OPHLM et les locataires.

La galerie de l'Arlequin à la Villeneuve.

Mais c'est l'Assemblée Générale des grévistes et des locataires en retard de loyers qui décide des actions à mener et de la poursuite de la grève.

—QdP : Est-ce que la grève a été étendue à d'autres quartiers ?

—L'OPHLM gère sur Grenoble, à part la Villeneuve, trois autres cités populaires Teisseire, Mistral et une partie du Village Olympique.

Des premiers liens ont été établis avec Teisseire en grève des charges depuis 74 puis avec les deux autres cités concernées par la hausse.

Une coordination inter-quartier se mit en place et aboutit à une «plate-forme» de revendications réclamant une baisse du prix du chauffage, l'annulation de hausse et un blocage des loyers et plus spécifiquement pour Teisseire et Mistral des travaux d'entretien.

La grève totale des loyers de Villeneuve s'est alors étendue aux quartiers Teisseire et Mistral. L'OPHLM pour diviser les quartiers a cédé (partiellement) sur les travaux d'entretien et de réfection dans les quartiers Teisseire et Mistral qui ont ainsi arrêté la grève fin 1975.

La coordination interquartier reste mobilisée sur le problème du chauffage et est présente aux «négociations» entre l'OPHLM et la Villeneuve».

—QdP : L'OPHLM est géré en partie par les élus municipaux («socialistes»). Quelle est l'attitude du PS dans cette grève ?

—Le Conseil d'Administration se compose de quatre élus municipaux, un représentant de la CAF, un de la Caisse d'Epargne et six représentants de la préfecture. En fait, la présidence de l'office est assurée par un élu «socialiste» et les représentants de la préfecture ont toujours été absents dans les rencontres.

Très vite, il y a eu conflit avec le PS sur le quartier.

Au départ, on a pu lire dans ses tracts sur «l'habitat populaire» que seule la lutte collective sous des formes diverses (grève des loyers, refus de payer des augmentations, etc...) pouvait conduire à un changement de la situation actuelle ; quelques militants faisaient grève. Mais très vite, le PS a accusé les grévistes de se tromper de cible en s'attaquant à un office public.

Pour nous grévistes, le problème est clair : ce n'est pas un office public qui est responsable de la crise du logement social, c'est la politique scandaleuse des gouvernements qui se succèdent au pouvoir.

Mais un office public qui accepte de répercuter cette politique sur les locataires par les hausses «nécessaires» de loyers cautionne cette politique.

Quelle différence pour nous locataires ? Les «socialistes» ont essayé de boycotter une AG et de faire voter l'arrêt de la grève en acceptant des négociations bidons.

Après l'échec de cette tentative, ils combattent maintenant la grève de l'extérieur et essayent de faire passer leurs illusions sur l'utilité du service public dans ce système.

L'école du Lac au premier plan

L'historique de la grève

- **Janvier 75 :** 130 familles en grève sur 800 locataires.
- **Avril 75 :** Mise en place de la coordination inter-quartiers (4 quartiers dépendant de l'OPHLM).
- **Juin 75 :** Manifestation des quartiers en lutte plus l'ASF (dépendant de la Confédération Syndicale des Familles) au congrès des HLM avec la pancarte : *«Contre les hausses, l'OPHLM doit choisir son camp, celui du pouvoir ou celui des travailleurs».*
- **Juillet 75 :** «Feuilles vertes (la répression commence) premier avis avant poursuites.
- **Décembre 75 :** négociations. Après satisfaction partielle, les quartiers Teisseire et Mistral arrêtent la grève.
- **Avril 76 :** Tentatives de négociations bidons proposées par le PS.
- **Septembre 76 :** «Feuilles roses», dernier avis avant poursuites.
- **Novembre 76 :** «Commandements avec frais», manifestation à la mairie, ouverture des négociations.

— QdP : Où en êtes-vous après presque deux ans de grève ?

Des projets ont été faits pour aborder d'autres aspects de la politique du logement social (l'entassement dans les cités dortoirs par exemple) ou pour sortir du cadre de Grenoble :

On a pensé à une coordination des luttes sur les loyers et les charges. Ceci reste un des points faibles de cette grève, mais on parlera encore de ces projets, si la grève ne trouve pas d'issue après les négociations en cours. Des contacts avaient été pris avec d'autres villes (Lille, La Rochelle).

Fin septembre, l'OPHLM a envoyé des «feuilles roses» dernier avis avant poursuites aux grévistes et aux locataires en retard de loyer.

Ces feuilles ont été renvoyées collectivement avec une lettre rappelant les revendications des grévistes (annulation des hausses, blocage des loyers, baisse du prix du chauffage) ; début novembre ils reçoivent des «commandements avec frais» leur ordonnant de payer dans les trois jours sous peine de poursuites (saisies sur meubles ou sur salaires). Le soir même, les locataires fortement mobilisés décident une manifestation à la mairie de Grenoble pour exiger l'arrêt de ces mesures répressives ; ces habitants se retrouvent 150 à la mairie et après dix minutes de discussion avec les élus municipaux et d'autres responsables de l'OPHLM, ils obtiennent la suspension des poursuites et l'ouverture des négociations.

Depuis on «négocie» c'est-à-dire que l'OPHLM, appuyée par la municipalité, ne veut pas entendre parler des revendications des grévistes.

—QdP : Vous avez parlé de l'attitude du PS et quelle est celle du PCF ?

Le PCF bien que présent sur les quartiers s'est abstenu de tout commentaire sur la grève jusqu'à ces derniers temps.

Lorsque l'OPHLM est passé à une phase de répression, la cellule du quartier a tout d'abord pris contact avec les grévistes et a protesté contre ces mesures ; trois jours après, elle protestait à nouveau contre les saisies, mais il n'était plus question de grévistes. Elle est même allée jusqu'à publier la liste de ses militants à contacter en cas de saisies, alors que des délégués de montée avaient été désignés à cet effet par les grévistes.

«Tentative d'encadrement» ?

—QdP : Et les organisations révolutionnaires ?

Les militants marxistes-léninistes organisés ou non sont partie prenante de la grève depuis le départ.

Il y a, de plus, de nombreux inorganisés d'extrême gauche actifs dans cette grève.

Il est intéressant de noter qu'il n'y a jamais eu de manifestation de sectarisme au Comité de grève et aux assemblées générales et que les divergences et les luttes de ligne ne se sont jamais concentrées sur une organisation donnée.

—QdP : Peut-on faire, après presque deux ans de lutte, un premier bilan ?

Les grèves de loyer sont en général longues et assez démobilisatrices dans la mesure où les contacts avec les locataires sont rares en dehors des permanences ; sauf en période de répression ou de négociation, et dans ce cas, la mobilisation est rapide et importante.

Le problème de la popularisation de la grève n'a pas toujours été bien réglé ; une fête a été organisée sur le quartier, également une enquête en porte-à-porte pour approfondir les revendications des locataires.

De notre bureau de presse regional

DANS NOTRE COURRIER

SUITE A NOTRE LETTRE AUX ENSEIGNANTS

Et si, dès maintenant, nous tentions d'établir une certaine périodicité dans nos rapports ?

Et cela en constituant un embryon de revue. C'est-à-dire en groupant quelques textes et documents susceptibles d'être utilisés avec les élèves.

Chaque mois, nous pourrions ainsi vous envoyer le fruit de nos recherches (des vôtres également si vous nous faites parvenir des textes, des informations).

Et puis -qui sait ?- dans quelques mois peut être pourrons-nous mettre sur pied une vraie revue. Si vous êtes d'accord pour tenter avec nous cette expénence, écrivez nous. Envoyez nous 10 F (en timbres, chèque postal ou bancaire) pour recevoir de décembre à mars quatre séries de documents pour un enseignement «servir le peuple».)

Écrire à :
«Le peuple prend la parole»
B.P. 52
75521 PARIS CEDEX 11
CCP PARIS 1786251 H

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le Quotidien fera paraître prochainement une enquête sur la télévision

• Pourquoi l'éclatement de l'ancien ORTF. Un an après, comment fonctionne la télé giscardienne ?
• Comment les révisionnistes et les partis de gauche envisagent-ils le problème après 78 ? Quelle est leur pratique à l'intérieur de la télévision et dans les luttes qui se mènent même en son sein ?
• Les travailleurs et la télévision. Comment leurs luttes sont-elles rendues par les journaux télévisés ? Quelles émissions regardent-ils ?

Dans cette optique, nous invitons les lecteurs (travailleurs de la télé, ayant travaillé, ou simples téléspectateurs) à nous envoyer, au plus vite, leur contribution, témoignages, documents sur ce sujet.

Faites connaître le Quotidien du Peuple

Le deuxième numéro de la revue du Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail est paru.

Le numéro 2 : 2,50 F. Passez vos commandes au CLISACT (1 F frais d'envoi). 56, rue des Guipons - 94800 VILLEJUIF. Envoyez vos chèques sans mention d'ordre, S.V.P.

Le numéro 1 (Accidents de travail) est toujours disponible (6 F + 2 P).

Au sommaire :
- Le dossier de la fluorose industrielle et de Péchiney-Ugine-Khulman
- la forêt tuée par la pollution fluorée
- cet été avec les ouvriers et paysans victimes de PUK (bilan du groupe d'enquête du CLISACT)
- alliages : les risques ; les captations en question
- l'intoxication humaine par le fluor : enquête médicale
- PCUK Pierre Bénite : quelques questions après l'accident (acroléine)
- Le nuage toxique de Seveso
- Commission d'Enquête de la Samaritaine : huit mois de lutte et de succès.

le quotidien du peuple *1er ANNIVERSAIRE*

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● ***A un abonnement au choix à :***

- ☐ Front Rouge
- ☐ Rebelles
- ☐ Pékin Information
- ☐ La Chine en construction

● ***Et à un livre ou un disque au choix***

PARMI LES LIVRES

- ☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- ☐ - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- ☐ - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- ☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic
- ☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- ☐ - L'Antidühring d'Engels
- ☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- ☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- ☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- ☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
- ☐ - Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- ☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
- ☐ - Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● ***Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple)***

REDUCTION

▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.
«L'Armitière», 12 bis rue de l'Ecole à Rouen.
Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
«Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
«Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7,rue de l'école Polytechnique - Paris 5e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5e
«Olympic», 10, rue Boyer
«Entrepot», 7, rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine)

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal..... 300 F ☐
Abonnement de soutien. 500 F ☐
Abonnement de soutien.....F ☐

Mode de Versement
En une fois ..... ☐
En trois fois..... ☐

NOM (en capitales).....
Prénom .....
Adresse.....
.....
Ville .....

● ***Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»***

feuilleton

325 000 FRANCS

de Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

61e épisode

— Tu ne veux tout de même pas que ce soit moi qui la défende.

— Tu en serais bien capable.

— Oui, parce que je me mets à la place de Marie-Jeanne. Elle se défend...

— Contre quoi?

— Elle se défend.

— Toi et moi, dit Busard, nous sommes des lions.

— On croit ça.

— Moi, je suis un lion. J'ai décidé de me tirer. Je me tirerai. Je ne lâcherai pas la presse à Morel tant que je n'aurai pas gagné ces 325 000 francs. Mais ensuite adieu à Bionnas!

— Petit lion...

— Tu te moques de moi?

— Ça ne fait rien, puisque je t'aime.

— Pourquoi te moques-tu de moi?

— Les lions ne se tirent pas.

— La vérité, c'est que tu ne voudrais pas que je quitte Bionnas. Alors tu dis que les lions ne se tirent pas. C'est parce que tu m'aimes.

— Tu as deviné, dit-elle.

— Jambe d'Argent, dit-il, remets-nous cela... Comme tu es belle, Juliette! »

Longtemps, dans la nuit, ils poursuivirent leur dialogue, répétant les mêmes questions, les mêmes réponses, les mêmes exclamations, tantôt dans un ordre, tantôt dans un autre, mais sans qu'intervînt d'élément nouveau, et parlant de plus en plus lentement à mesure qu'ils avaient davantage bu.

Mais qui serait entré à l'improviste n'aurait pas pensé qu'ils avaient bu. Busard se tenait un peu raide sur sa chaise, comme les jeunes gens des vieilles familles, qui ont été élevés sévèrement, qui paraissent toujours à l'aise parce que leur éducation leur est entrée dans les muscles, mais qui, en n'importe quelle circonstance, rentrent ventre et menton, comme il le leur a été appris. Quant à Juliette, elle supporte l'alcool comme un torrent la fonte des neiges.

La tête de Busard tomba tout d'un coup sur ses bras croisés. Il dormait.

Il était quatre heures du matin. Jambe d'Argent avait depuis longtemps abaissé les rideaux de fer.

« Busard, dis-je, doit relever le Bressan à huit heures.

— Est-ce que tu peux le coucher? demanda Juliette à Jambe d'Argent.

— S'il veut, il peut s'étendre sur la banquette.

— Tu le réveilleras?

— Il faudra bien qu'il se réveille. La servante commence à faire la salle à six heures. »

Juliette et moi, nous portâmes Busard sur la banquette.

« Apporte une couverture, dit Juliette à Jambe d'Argent.

— Tu me donnes des ordres!

— Dépêche-toi! »

Elle plaça la couverture sur Busard. Elle le borda. Elle posa un baiser sur son front.

« Comme j'aurais bien su t'aimer », dit-elle.

Elle sortit en se baissant pour passer sous le rideau de fer, et nous entendîmes aussitôt gronder son scooter.

« Un dernier rhum, dis-je à Jambe d'Argent. Comme elle est belle! »

(à suivre)

THÉATRE

12e MOIS DE LUTTE A LA MJC THEATRE DES DEUX PORTES

Plus que jamais, la MJC Théatre des Deux Portes est menacée... Elle entre dans son douzième mois de lutte (voir QdP du 19-11-76) et réaffirme ses revendications :

- poursuite de toutes les activités
- réemploi du personnel
- gestion démocratique de l'équipement par ses usagers.

C'est dans le cadre de cette lutte que la MJC Théatre des Deux Portes organise «une quinzaine sur le théatre dans l'entreprise».

Divers spectacles de tréteaux, d'intervention ou d'agit-prop y seront présentés. Cette quinzaine se terminera par un :

MARATHON DU THÉATRE SEC

- «Marathon» : parce que les spectacles se succéderont sans interruption pendant 48 heures.
- «du théatre sec» : l'expression québecoise désigne un théatre mobile, direct, quotidien qui intervient en tout lieu et n'a par ailleurs peu ou pas de ressources financières.

JUSQU'AU 2 DÉCEMBRE - 20 h 30
COMPAGNIE DES QUATRE CHEMINS :
«LETTRES À MON FILS»

Poème, partition musicale, suite d'événements reliés entre eux non par une logique rationnelle, mais par une libre association, au gré de la mémoire d'une mère, tourmentée, culpabilisée par le mal de vivre de son fils.

3 DÉCEMBRE
MARATHON DU THÉATRE SEC

18 h 30 : THÉATRE LIBRE DE TOURAINE
«LE MOUCHARD» ET «LA FEMME JUIVE»

Présentés par André Cellier, directeur licencié du Centre Dramatique de Tours.

Le Spectre angoissant du fascisme dans la vie de tous les jours de l'Allemagne hitlérienne.

19 h 30 : THÉATRE GOBLUNE
«LE RIRE DE LA FAIM»

Spectacle de la Commedia dell'Arte : trois courtes farces où les histoires se nouent et se dénouent à seule fin de déclencher le rire.

Pour le Théatre Goblune, l'assimilation du passé est source de réflexion. Qu'en est-il du théatre comique aujourd'hui ?

21 h 30 : THÉATRE EN MIETTES DE BORDEAUX
«ÉVE AU PAYS DES IMAGES»

Monsieur Loyal à l'occasion de l'année de la femme en 1975 veut présenter au public sa vision de l'Eternel Féminin. Mais le cours du spectacle sera perturbé par Zozo, la femme clown. Les problèmes de la femme à partir de situations très quotidiennes.

23 h 00 : THÉATRE DE LA GRONDE
«RÉSONANCE»

Un spectacle exigeant qui met en scène des temps inhabituels des rythmes et des images, jusqu'à faire apparaître plus qu'un récit, l'axe d'une revendication.

4 DÉCEMBRE

14 h 30 : COMPAGNIE DES QUATRE CHEMINS
«DIWAN D'AMOUR»

Montage de textes du poète Jean Sénac. La réalité de la vie quotidienne en Algérie, que deux conteuses et un percussioniste font revivre à partir d'objets de la vie de tous les jours.

15 h 45 : THÉATRE DE L'UNITÉ
«LE DERNIER FERME LA PORTE»

La compétition dans la vie comme en sport. Les sept jours qui ébranlent la vie de Monsieur Pignolet, employé résolument optimiste.

16 h 30 : DÉBAT :
THÉATRE DANS L'ENTREPRISE

19 h 00... BUFFET CAMPAGNARD

19 h 30 : THÉATRE ACTION TRÉTEAUX
SIDI MONSIEUR

20 h 30 : TROUPE Z
«REVUE DE LA RENTRÉE POLITIQUE»

Sketches où sont abordés les thèmes tels que le Plan Barre, l'inflation, la liberté de la presse...

21 h 00 : TYLENCHUS DE TOULOUSE
«LE MAGICIEN DE LA KAROTE»

Spectacle sur les mythes et les mythologies dans la vie quotidienne. Démêler comment, pour maintenir un système économique, politique et social, les mythes développent toute une stratégie.

22 h 00 : THÉATRE OS
«DE LA NAISSANCE DES JONGLEURS À LA RÉVOLTE DES VALETS»

Ce spectacle n'est pas seulement une suite de scènes dont l'intérêt n'est qu'historique, mais il renvoie aussi à la réalité d'aujourd'hui. Pour cela, tout en resituant chaque scène dans son contexte historique par de courtes présentations, il nous parle aussi de notre époque.

23 h 00 : AZERTHIOPE
«SPECTACLE DU FENOMENAL BAZAR ILLIMITED»
(F.B.I.)

Renseignements :
MJC Théatre des Deux Portes
Tél. 797-24-51

Programme télé

JEUDI 2 DÉCEMBRE

TF 1

18 h 05 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Anne, jour après jour
19 h 20 - Actualités régionales de FR 3
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - La pêche miraculeuse, *feuilleton*
21 h 30 - L'événement
22 h 30 - Allons au cinéma
23 h 00 - TF 1 actualités

A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales de FR 3
19 h 45 - Emission des partis politiques
20 h 00 - Journal de l'A 2
20 h 30 - Messieurs les jurés. *L'affaire Craznek*
22 h 30 - Bhoutan, un petit pays possède du ciel
23 h 25 - Journal de l'A 2

FR 3

18 h 45 - Histoire des enfants
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Jeux de 20 heures
20 h 30 - Le chevalier des sables. *Film américain de Vincente Minnelli (1965)*
22 h 20 - FR 3 actualités

le quotidien du peuple

Les postiers

2 ans après 74, 2 mois après le 7 octobre, où en sommes-nous ?

Enquête de Julien LEBLOND

Déjà 2 ans... En novembre 74, pendant un mois, les postiers ont ébranlé, avec une mémorable vigueur, la politique de bas salaires et de démantèlement de l'Etat patron...

Le 7 octobre à Paris on a applaudi leurs puissants cortèges offensifs.

Que s'est-il passé pendant ces deux années ? Comment les travailleurs des PTT se préparent-ils à la lutte ?

structures syndicales et coordination des postiers

«On n'a pas été mis au courant. On a juste su qu'il y avait grève par un coup de téléphone, mais c'était déjà presque la fin. Alors que les gars de Créteil avaient dit qu'ils continueraient si le soutien se développait sur les autres centres de banlieue !

Qu'est-ce qui a bloqué la liaison au niveau du syndicat ?», interrogeaient les travailleurs du CTB de Nanterre à propos de la récente grève à Créteil. (Cf QdP de lundi). Et ils ajoutaient : «Ça aurait pu faire avancer nos propres problèmes en faisant une bonne information ou en allant les voir dans leur centre, qui sait ?»

Comment de tels blocages peuvent-ils se réaliser ? Telle est en effet la question, puisque, comme nous l'avons vu, les conditions de travail et d'exploitation sont similaires et les nouveaux centres de tri de banlieue sont uniformisés jusque dans leur modèle architectural.

UN MODE DE REPRÉSENTATION UN PEU PARTICULIER

Dans les centres de tri, la tradition syndicale est bien implantée. Les syndicats représentent 70% à 90% du personnel.

Mais la structure de ces syndicats est différente de celles que connaissent les ouvriers.

En effet, en ce qui concerne les élections professionnelles, du CAP (Comités Administratifs Paritaires), elles ont lieu tous les deux ans, par collèges. Ces collèges correspondent aux différents grades dans la poste. Depuis le chef du personnel jusqu'aux ouvriers d'Etat.

Ainsi pour un centre de tri, les agents et les préposés qui représentent plus de 80% du personnel n'ont que huit représentants, tandis que seize ou vingt (en moyenne) représentent les 20% qui restent.

Malgré les gros efforts entrepris par les syndicats CGT et CFDT, ceux-ci s'implantent moins facilement dans les catégories supérieures, d'où une sous-représentation de ces syndicats au CAP, et une moins grande représentativité des élus des autres collèges. (Les représentants des hauts grades n'étant élus que par très peu de gens).

LE PRINCIPE DE LA «PONDÉRATION» DES VOTES

Ce phénomène est accentué par la pondération des notes. Voyons ce qu'il en est : sous le fallacieux prétexte de tenir compte d'une représentativité globale des syndicats, on multiplie le nombre de voix reçues par le nombre de listes présentées.

Autrement dit, si le syndicat ne peut pas présenter de liste pour les collèges des inspecteurs, des chefs de divisions, des INPAD (Inspecteurs principaux Adjoints), ou pour des grades équivalent au chef du personnel etc, cela lui retire des voix y compris dans sa représentativité des agents, préposés ou ouvriers d'Etat. Prenons un exemple, (seuls les chiffres sont fictifs) : un siège pour le collège préposés est à fournir. Résultat des élections (entre FO et la CFDT par exemple) : CFDT - 500 voix
FO - 260 voix

La CFDT a des listes dans quatre collèges et FO des listes dans huit collèges.

CFDT : 500 × 4 =
2 000 points

FO : 260 × 8 =
2 080 points

C'est donc FO qui aura son représentant pour le collège des agents et non la CFDT. Ainsi, avec un nombre de voix inférieur , FO arrive à avoir une «représentativité» pour les agents et préposés, et s'accapare bon nombre de sièges aux CAP. Comme cela s'est encore produit récemment à la DMT (Direction du Matériel Technique) par exemple. Aussi est-ce souvent la chasse effrénée, parmi les hauts grades, pour pouvoir présenter une liste supplémentaire. Ce qui n'est pas pour incommoder certains partisans de l'union de la gauche dans nos structures syndicales ; ils peuvent puiser sans grandes difficultés dans la politique des partis du «programme commun» les arguments pour les convaincre, ils en tirent profit aussi pour tenter de «moduler» certaines revendications de la masse des postiers.

1 VOIX CHACUN

Mais ces tentatives ne prennent pas en défaut la vigilance des postiers, qui sont la force vive du syndicat : il ne s'agit pas de transiger sur le principe largement défendu des augmentations uniformes et qui figurent dans la plate-forme revendicative.

Aussi, les structures syndicales s'appuient-elles moins sur ces élections, qui avec celles du Conseil d'Administration de la cantine sont les seules auxquelles participe tout le personnel (le gérant de la cantine apparaît plus «représentatif» au regard de ce mode d'élection).

L'essentiel de l'activité syndicale se passe dans le cadre interne des syndicats.

Chaque centre de tri représente une section du syndicat des centres de tri et ambulants. Ce sont les syndiqués qui par brigade et ambulants élisent la commission exécutive centrale, groupant tous les bureaux gares parisiens ainsi que Brune, Orly, St Denis et Arcueil (les centres de tri spécialisés).

La CFDT, quant à elle, comprend un bureau syndical, élu par son congrès et des commissions exécutives par centres. Celles-ci élisent un, deux ou trois représentants (suivant les sections) qui formeront le conseil syndicale.

Les commissions exécutives élisent en leur sein, pour chaque centre, (un par brigade et un pour les ambulants), un bureau de section. Ce sont les membres du bureau de section, ou secrétaires de brigades que l'on a coutume de désigner sous le terme de «délégués».

Les sections syndicales CGT et CFDT des Centres de Tri de Banlieue sont en effet organisées dans le cadre des unions locales des villes où elles sont implantées et dépendent de l'Union Départementale. Par exemple, le CT de Nanterre est lié à l'UL Nanterre et dépend de l'UD 92, au même titre et avec les mêmes droits que la section syndicale des entreprises implantées dans cette zone industrielle de Nanterre.

Au niveau CFDT, il existe une structure de coordination qui relie les centres de banlieue entre eux et aux bureaux gare et centres de tri ambulants de Paris.

Cette organisation est présentée comme découlant naturellement des divisions administratives et de la soi-disant organisation du travail syndical, dans le cadre de la départementalisation de la Région Parisienne. De fait, cela a plutôt comme résultat l'éparpillement des luttes.

Avant 1974 et l'apparition des centres de tri de banlieue, le syndicat (CGT) ou l'Union de syndicats (CFDT) des bureaux gare et centres de tri ambulants regroupaient la totalité des bureaux gare de Paris (Austerlitz - PLM - Est - Nord - Montparnasse - St Lazare) ainsi que des Centres de Tri Spécialisés (Brune - Tolbiac - Clignancourt - CT de St Denis (ex Landy), Arceuil - Orly, etc...). Et le fait que ces Centres soient ou non sur le territoire géographique de Paris n'a pas posé problème à l'époque.

Et actuellement, d'ailleurs, les CTS, qu'ils soient à Paris ou en banlieue sont toujours organisés avec les bureaux gare parisiens à la CGT comme à la CFDT.

Mais l'apparition des Centres de Tri de Banlieue semble avoir posé de nouveaux problèmes aux directions syndicales, puisque ceux-ci ne sont plus rattachés aux syndicats des Centres de Tri Parisiens, et se sont trouvés transformés en sections d'UL.

Pour la CFDT, incorporer les Centres de Tri de Banlieue ou non aux syndicats parisiens, fut débattu en 1975 par les congrès de chaque syndicat de bureaux gare ou centres de tri spécialisés. A l'époque, ceci s'articulait au projet de fusion de ces syndicats en un seul, lors du 9e congrès de l'USAT (Union des Syndicats des Ambulants et Tri).

Les arguments mis en avant furent assez formels :
- sur la nouveauté de ce que l'on appelait encore les centres de tri parallèles
- sur la soi-disant spécificité de leur trafic
- sur l'éloignement de certains centres (Trappes, Melun) ou encore
- sur la lourdeur d'une telle structure (ajouter les dix futures sections à celles que l'on organisait déjà, etc...)

Il est à noter qu'au congrès du PLM, Emile Lebeller, secrétaire de la fédération CFDT-PTT était intervenu personnellement pour s'opposer à l'intégration de ces centres au syndicat parisien. Un compromis fut obtenu, et le 9e congrès de l'USAT entérina la décision de ne pas organiser les centres de tri de banlieue en son sein, mais de mettre en place une coordination entre centres de tri de banlieue et bureaux gare parisiens, qui depuis doit se réunir une fois par mois.

Derrière ce débat de structure, ces arguments techniques, le problème qui se pose n'est-il pas plutôt politique ? Et le point de vue des partisans d'alors de l'intégration des centres de tri de banlieue aux syndicats des bureaux gare ne se trouve-t-il pas renforcé par l'expérience d'un an et demi de lutte dans ces centres.

C'est bien la conception même du syndicat qui est sous-jacente à ce débat. Ou bien un syndicat pour la «concertation» avec la direction ou un syndicat pour la lutte, répondant aux nécessités de la mobilisation de tous les postiers.

Le problème des coordinations des centres de tri, comme on le voit, ne date pas d'aujourd'hui et dès l'apparition des centres de banlieue, deux voies se sont affrontées dans les syndicats. Tous les obstacles ne sont pas encore levés.